

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Donnerstag, 29. November 1990, Vormittag
Jeudi 29 novembre 1990, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bremi

90.046

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1991 Budget de la Confédération 1991

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 2058 hiervoor – Voir page 2058 ci-devant

Ordnungsantrag der Finanzkommission Limitierung der Debatte

Zu den Minderheitsanträgen (Fahne) äussern sich: die Antragsteller, die Fraktionssprecher, der Bundesrat.
Zu den Einzelanträgen sprechen: die Antragsteller, der Bundesrat.

Motion d'ordre de la Commission des finances Limitation des débats

S'exprimeront sur les propositions de minorité (dépliant): les auteurs, les porte-parole des groupes, le Conseil fédéral.
S'exprimeront sur les propositions individuelles: les auteurs, le Conseil fédéral.

Präsident: Der Präsident und der Berichterstatter der Finanzkommission haben ermittelt, dass aufgrund der bis jetzt eingegangenen Anträge zum Budget die gesamte Debatte 22 und nicht 15 Stunden dauern würde. Sollten wir diese 22 Stunden jetzt in unser Sessionsprogramm einbauen, würden andere wichtige Geschäfte aus dem Programm fallen. Der Präsident und der Berichterstatter der Finanzkommission beantragen deshalb eine Limitierung der Debatte. Wenn wir dieses Verfahren durchführen, kämen wir in den prognostizierten 15 Stunden etwa durch.

M. Kohler: Je comprends fort bien que le Bureau et les responsables du débat sur le budget souhaitent que la discussion avance, mais, à mon avis, il ne faut pas la tronquer. La proposition qui nous est faite ne me paraît pas judicieuse. Il est évident que, parmi les nombreuses propositions d'amendement, il en est qui sont plus importantes, d'autres moins; il y en a qui prendront peu de temps, d'autres davantage. Pour ma part, j'estime que certaines propositions ont un caractère fondamental.

Nous ne discutons pas seulement le budget de l'année prochaine, mais aussi un plan financier pour les années 1992/94. Ce dernier fait partie du budget et du message et il est un des éléments de la discussion. Or, j'estime qu'il n'est pas normal que l'on court-circuite partout la discussion en disant que seuls les porte-parole des groupes ont le droit de s'exprimer. Pour certaines de ces propositions, des motions ont été déposées depuis un certain temps. Elles n'ont pas été traitées. Elles touchent précisément des points qui font l'objet de la discussion du budget. C'est pourquoi j'estime qu'il n'est pas correct de vouloir supprimer le droit de parole à quelqu'un qui est déjà intervenu bien avant sur un des postes du budget de l'année prochaine.

Je vous prie de rétablir ici un élément de la liberté de discussion.

M. Borel: A la lecture du programme de notre session, je m'étais étonné de voir le budget classé en catégorie III pour l'entrée en matière et en catégorie I pour le débat de détail. Ces catégories résultent de travaux d'une commission que vous avez approuvée et que j'ai eu l'honneur de présider. Et, dans les considérants de nos propositions, nous estimions que nous pouvions justement gagner beaucoup de temps en abrégant les débats concernant le budget qui pouvait être classé en catégorie III, voire IV, ce qui correspond aux propositions du président et des rapporteurs de la commission. Ce serait donc appliquer la logique que vous avez suivie lorsque vous avez voté ce nouveau règlement du Conseil national que d'accepter la motion d'ordre qui vous est proposée aujourd'hui.

M. Coutau, rapporteur: La proposition que nous vous présentons, nous ne la faisons pas de gaieté de coeur. Il est toujours pénible pour un parlementaire de donner l'impression à ses collègues qu'il leur enlève le droit à la parole. Mais nous devons faire face à la réalité et le débat budgétaire doit être conclu au plus vite, de sorte que nous puissions en confier le soin ensuite au Conseil des Etats. Par conséquent, nous avons un objet à traiter obligatoirement et si l'ordre des débats n'est pas modifié, nous aurons mardi prochain probablement une discussion sur le budget qui ne sera pas encore terminée. Nous estimons notre proposition néanmoins raisonnable. En effet, les propositions de minorité ont été débattues dans les groupes. C'est la raison pour laquelle les porte-parole des groupes peuvent et doivent s'exprimer à leur sujet. En revanche, pour ce qui concerne les propositions individuelles, elles n'ont pas été traitées en commission et elles peuvent, par conséquent, suivre une procédure accélérée.

Quant à la remarque de M. Kohler qui estime qu'un certain nombre de ces propositions touchent le plan financier, j'en conviens volontiers, mais les décisions que nous prenons aujourd'hui concernent exclusivement le budget de 1991. Nous avons à prendre connaissance du plan financier, nous n'avons aucune décision à prendre à son sujet.

Jaeger, Berichterstatter: Es wurde gestern gesagt, und ich stehe dazu: Die Budgethoheit gehöre zu den vornehmsten und wichtigsten Kompetenzen unserer Räte. Aber wir sind hier im Dilemma zwischen dem, was wir zeitlich zur Verfügung haben, und dem, was wir uns aus staatspolitischen Gründen wünschen würden. Wir versichern Ihnen, dass es uns schwergefallen ist, diesen Ordnungsantrag zu stellen. Bereits schwergefallen ist es uns, die Kategorie III zu beantragen, und dass wir jetzt bei der Detailberatung noch einen Schritt zurückgehen, gefällt uns ebenfalls nicht. Aber wir sind hier in eine Zwangslage hineingeraten. Ich bitte Sie zu beachten, dass es wichtig ist, dass wir in dieser Session die Neuordnung der Finanzen zu Ende beraten können. Das werden wir wahrscheinlich nicht, wenn wir sieben Stunden mehr als geplant für das Budget einsetzen müssen. Das ist eine Zwangslage, die uns selber nicht passt; trotzdem bitten wir Sie, diesem Antrag zu folgen, sich an diese Regel zu halten.

Zu Herrn Kohler ist zu sagen: Es ist richtig, dass hier fundamentale Anträge gestellt werden, aber ich mache Sie darauf aufmerksam, dass Ihre Einzelanträge zu einem grossen Teil auf der Linie der Fahnenanträge liegen und deshalb durchaus im Zusammenhang mit diesen behandelt werden können. Die Fraktionen haben genügend Gelegenheit, ihre Standpunkte zu erklären; es reicht durchaus, wenn die einzelnen Fraktionen – möglicherweise auch aufgeteilt auf verschiedene Sprecher – ihre Standpunkte hier zum Ausdruck bringen. Fundamentale Debatten sind trotzdem möglich, und sie finden dann gestrafft statt. Sie haben auch mehr Gewicht und erhalten mehr Echo in der Öffentlichkeit.

Ich bitte Sie also, unserem Ordnungsantrag auch im Interesse der neuen Geschäfte, die auf der Traktandenliste stehen, zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag der Finanzkommission 79 Stimmen
Dagegen 23 Stimmen

*Detailberatung – Discussion par articles***Wo nichts anderes vermerkt ist,**

- beantragt die Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates;
- stimmt der Rat den Anträgen der Kommission stillschweigend zu.

Sauf indication contraire

- la commission propose d'adhérer au projet du Conseil fédéral;
- le conseil adhère tacitement aux propositions de la commission.

Finanzrechnung – Compte financier**Behörden und Gerichte – Autorités et tribunaux***Antrag der Kommission*

101 Eidgenössische Räte

3000.002 Sitzungen des Nationalrates Fr. 6 100 000

3010.101 Bezüge des Etatpersonals

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Matthey, Leuenberger-Solothurn)

Fr. 8 547 700

(Erhöhung um 15 Etatstellen, siehe Bundesbeschluss I Art. 2 Abs. 3)

3010.106 Personal für die Parlamentssessionen

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Matthey, Leuenberger-Solothurn)

Fr. 2 245 700

(Erhöhung um 2,5 Hilfskräftestellen, siehe Bundesbeschluss I Art. 2 Abs. 3)

3180.101 Kommissionen und Honorare

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Matthey, Leuenberger-Solothurn)

Fr. 1 036 000

Proposition de la commission

101 Chambres fédérales

3000.002 Séances du Conseil national Fr. 6 100 000

3010.101 Rétribution du personnel permanent

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Matthey, Leuenberger-Soleure)

Fr. 8 547 700

(Relèvement des effectifs de 15 postes à l'Etat, voir Arrêté fédéral I art. 2 al. 3)

3010.106 Personnel engagé pour les sessions parlementaires

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Matthey, Leuenberger-Soleure)

Fr. 2 245 700

(Relèvement des effectifs de 2,5 postes d'auxiliaires, voir Arrêté fédéral art. 2 al. 3)

3180.101 Commissions et honoraires

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Matthey, Leuenberger-Soleure)

Fr. 1 036 000

Pos. 101.3000.002

Angenommen – Adopté

Pos. 101.3010.101, 101.3010.106, 101.3180.101

M. Matthey, porte-parole de la minorité: Notre proposition de minorité résulte en fait d'une demande de la Commission administrative de l'Assemblée fédérale, adressée par lettre du 26 octobre 1990 à la Commission des finances de notre conseil ainsi qu'à celle du Conseil des Etats. En fait, il s'avère que le Conseil fédéral, de sa propre initiative, a réduit les crédits que lui proposaient d'accorder les organes du pouvoir législatif. Il se pose dès lors des questions de principe quant à la compétence de notre Parlement d'abord, et à ses conditions de travail ensuite.

Depuis plusieurs mois, notre conseil a été saisi de projets visant à améliorer ses conditions de travail, tant sur le plan personnel que sur le plan des instruments à disposition, en particulier l'informatique. Or, les propositions retenues par la majorité de la commission tendent à supprimer toutes les décisions prises, soit par la voie de la législation, soit, comme ce fut le cas, par le Bureau du Conseil national en matière d'études, notamment concernant la sécurité du Parlement. C'est donc pour accorder au Conseil national le soin de décider lui-même des conditions dans lesquelles il désire travailler que nous avons présenté ces propositions de minorité.

Il faut souligner qu'au sein de la commission du Conseil national les propositions avaient d'abord été acceptées. Ce n'est qu'en fin de débat, à la suite de l'adoption de la motion de travail Früh, que les crédits ont été à nouveau réduits. En effet, après le travail de la commission et les nombreuses augmentations budgétaires proposées par les différentes sections, un mot d'ordre général a été déposé afin que l'on revienne purement et simplement à l'ensemble des positions du Conseil fédéral. C'est dans ce volume général de réductions qu'ont aussi été apportées celles concernant le travail de notre Parlement.

J'aimerais revenir sur quelques motivations qui ont également entraîné la suppression des demandes d'augmentations. En ce qui concerne en particulier l'informatique, plusieurs membres de notre commission ont estimé que le Parlement devait être traité de la même façon que l'administration. J'estime que cette position ne peut pas être soutenue. Il est vrai que, en matière d'informatique, les crédits demandés par l'administration étaient nettement plus élevés que ceux qui ont été acceptés par le Conseil fédéral. En bref, les crédits demandés par l'administration ont été réduits de 40 pour cent. Fallait-il dès lors diminuer aussi de 40 pour cent les demandes d'équipement informatique du Parlement? C'est ce qu'a fait le Conseil fédéral, décision contre laquelle nous nous élevons, dans la mesure où le Parlement, jusqu'ici, n'a pas émargé beaucoup au budget fédéral pour l'équipement en informatique. Par ailleurs, sous le poste commissions et honoraires, figure une demande de crédit présentée par le Bureau unanime du Conseil national relative à la sécurité du Palais du Parlement. Il s'agit d'un crédit d'étude pour, encore une fois, examiner un problème que souvent nous avons débattu.

En ce qui concerne les prestations informatiques, il s'agit d'équiper le Parlement et les postes de travail des députés. Il nous paraît que cela répond également au vœu que la Commission administrative et notre conseil ont émis d'améliorer les conditions de notre travail.

Pour ce qui est du personnel, cela fait naturellement suite à la demande d'informatique que nous proposons, puisque cinq postes pour le service parlementaire doivent être consacrés à l'informatique, et cinq postes attribués au service parlementaire du contrôle de l'administration. Ce service a été approuvé par le Parlement le 22 juin 1990. La Commission des finances n'a retenu que quatre postes pour 1991, renvoyant le cinquième à plus tard.

Des postes ont aussi été demandés pour les collaborateurs scientifiques qui renforcent le personnel chargé de suivre tous les travaux des commissions, que ce soit la Commission des affaires économiques, celle des finances ou celle de la santé publique et de l'environnement. Il s'agit là de travaux supplémentaires qui sont le fait de notre Parlement. Il s'agit donc de les honorer du point de vue du personnel.

Enfin, quelques postes sont prévus en vue de la rédaction des procès-verbaux des commissions et de notre conseil. En 1989, on a eu recours à 3750 heures de personnes externes. On estime que ce nombre pourrait être porté en 1991 à 5000 heures, d'où des problèmes de qualité du travail et de disponibilité des personnes chargées de ces tâches.

Aujourd'hui, il faut trancher sur les conditions dans lesquelles nous voulons travailler et être soutenus du point de vue technique et du personnel des services du Parlement. Nous devons garantir à ce personnel des conditions de travail justifiées par l'augmentation du volume de nos interventions. C'est pour quoi je vous prie de soutenir la minorité de la commission.

Präsident: Die Geschäftsprüfungskommission hat zum Bundesbeschluss C einen Eventualantrag gestellt, der das gleiche Thema betrifft. In Absprache mit dem Präsidenten der GPK lasse ich Sie über diesen Eventualantrag gleich hier entscheiden. Das Wort für die GPK und ihren Eventualantrag hat Herr Tschuppert.

Tschuppert: Wie Sie hörten, betrifft unser Hauptanliegen den Bundesbeschluss C. Daher kann ich mich kurz halten. Die GPK bedauert das Versehen der Verwaltung, die Anträge der Verwaltungskommission des Parlamentes nicht in den Voranschlag übernommen zu haben. Die GPK wertet den Beschluss der Finanzkommission nicht als gezielte Ablehnung der notwendigen Verstärkung der Parlamentsdienste. Wir gehen davon aus, dass die Anträge der Verwaltungskommission sowie der zuständigen Sektion der Finanzkommission begründet sind und im Interesse des Parlamentes liegen. Sie haben am Montag nachmittag ein ausgezeichnetes Eintretensreferat von unserem Präsidenten gehört, der diese Anliegen begründet hat. Wir unterstützen daher den Antrag der Minderheit der Finanzkommission: 15 neue Etatstellen plus 2,5 neue Hilfskräftestellen. Nur für den Fall, dass der Rat diesen Minderheitsantrag ablehnen sollte, haben wir den Eventualantrag eingereicht. Hier geht es um die Stellen der GPK, die sie selber beantragt hat und deren Begründetheit Sie bestens kennen. Es geht uns darum, die gesetzlich neu geschaffene parlamentarische Verwaltungskontrollstelle personell zu besetzen. Wir haben in der parlamentarischen Initiative fünf Stellen verlangt – das ist Ihnen von der Botschaft her bekannt. Die Wahl des Chefs der Verwaltungskontrollstelle steht kurz bevor; sie wird nächste Woche vorgenommen. Seine Mitarbeiter müssen Anfang 1991 rekrutiert werden können.

Es wäre sicher widersprüchlich und unglaublich, wenn das Parlament im Sommer die Schaffung der neuen Verwaltungskontrollstelle beschliesst und dann im Winter die erforderlichen Stellen und Kredite verweigert. Wir sind durch dieses Gesetz verpflichtet, diese Stellen zu bewilligen. Im Namen der GPK bitte ich Sie deshalb, der Minderheit zuzustimmen.

Widmer: Selbstverständlich ist die Finanzkommission dafür zu loben, dass sie einen Anlauf gemacht und Einsparungen vorgeschlagen hat. Solch lobenswertes Tun sollte aber nicht dazu führen, dass das Parlament in klaren Widerspruch zu anderen, schon gefassten Beschlüssen gerät. Aber genau das ist bei den beiden Minderheitsanträgen, die jetzt zur Diskussion stehen, der Fall.

Ich möchte das an zwei Beispielen darlegen.

Im Anschluss an die Aussagen von Herrn Tschuppert ist es ganz eindeutig: Sie haben beschlossen, die Verwaltungskontrolle auszubauen. Der Beschluss ist im Oktober rechtskräftig geworden. Jetzt will die Finanzkommission diesen Beschluss wieder aufheben, indem sie die finanziellen Voraussetzungen dafür entzieht.

Ein anderes deutliches Beispiel ist folgendes: Wir haben beschlossen, die Debatten in diesem Saal abzukürzen, genauer

gesagt, weniger stürmisch anwachsen zu lassen, indem die schriftlichen Berichte der Kommissionen eingeführt wurden. Diese schriftlichen Berichte müssen aber von irgend jemandem verfasst, geschrieben, gedruckt und verteilt werden. Dazu braucht es einfach Personal.

Wenn Sie der Mehrheit der Finanzkommission zustimmen, können wir dieses zusätzliche Personal der Parlamentsdienste nicht anstellen. Ich muss Ihnen sagen, dass das, was Sie zur Rationalisierung der Tätigkeit des Parlamentes beschlossen haben, aus finanziellen Gründen nicht durchgeführt werden kann. Um es einfach zu formulieren: Sie müssen der Minderheit der Finanzkommission zustimmen, wenn Sie die allgemeinen Richtlinien Ihrer Tätigkeit verwirklichen wollen.

Seiler Rolf: Nach den Ausführungen der Herren Matthey und Tschuppert kann ich mich sehr kurz fassen. Die CVP-Fraktion bittet Sie dringend, der Minderheit zuzustimmen, denn es hilft uns wenig, wenn wir ständig verkünden können, wir hätten das billigste Parlament der Welt, auf der anderen Seite aber immer wieder feststellen müssen, dass wir den einfachsten Aufsichtsaufgaben nicht gerecht werden können, weil wir die Instrumente dazu nicht haben. Es ist nur ein dummes Missgeschick, dass diese Stellenbegehren der Parlamentsdienste nicht im Voranschlag erschienen sind, weil sie irgendwo verlorengegangen, unter irgendeinen Tisch gefallen sind, obwohl die Verwaltungskommission bereits im April ihre Stellenbegehren, die zu Recht bestanden, rechtzeitig eingegeben hat. Wir bitten Sie dringend, dieser Minderheit zuzustimmen, damit wir ordentlich und verfassungs- und gesetzmässig arbeiten können.

Hubacher: Ich möchte die Vorredner unterstützen und lediglich noch daran erinnern, dass zurzeit eine Kommission – zum x-ten Mal – unter dem Titel «Parlamentsreform» ihre Beratungen begonnen hat. Es wäre ein schlechter Start, wenn wir hier am falschen Ort sparen würden. Ich bitte Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

M. Coutau, rapporteur: La Commission des finances, dans un premier temps et parce qu'elle est pleine de respect à la fois pour les intérêts légitimes de l'amélioration de notre travail et pour les recommandations fondées de la Commission administrative, avait décidé de soutenir cette proposition. Elle l'avait appuyée bien que présentée tardivement, elle n'avait pas été inscrite dans le budget pour des raisons techniques et accidentelles auxquelles les orateurs se sont référés. Il n'y a pas eu d'objection dans notre commission pour accepter cette amélioration des conditions de travail de notre Parlement. Toutefois, à une exception, tout à fait précise, près, il faut bien reconnaître que jusqu'à maintenant les projets d'amélioration des conditions de travail du Parlement ne sont que des recommandations, des idées qui ont été développées. Ce ne sont pas encore des décisions formelles prises par le Parlement dans son ensemble. Il semble donc un peu prématuré de voter ainsi des crédits supplémentaires sans que nous ayons eu un débat d'ensemble sur la modification et l'amélioration de l'ensemble des conditions de travail de notre Parlement. C'est la raison pour laquelle nous avons été ébranlés dans notre volonté d'améliorer ces conditions de travail déjà à l'occasion du budget 1991.

En outre, à la fin des débats de la Commission des finances, nous avons constaté que nous n'étions pas parvenus à proposer des économies, comme nous en avions l'intention, mais que nous avons au contraire augmenté les crédits pour un montant global de 400 à 500 millions de francs. Un tel montant supplémentaire, alors que nous avons demandé au Conseil fédéral de modérer la croissance de nos dépenses, constitue une décision absolument incohérente et contradictoire. C'est pourquoi la Commission des finances est revenue sur l'ensemble des décisions de majoration des dépenses qu'elle avait prises et que nous en sommes revenus pour l'essentiel aux propositions initiales du Conseil fédéral.

Il faut distinguer plusieurs éléments dans la proposition de la minorité. Le premier concerne l'informatique. A l'heure actuelle, il n'y a pas de décision formelle en ce qui concerne le

développement de l'informatique au Parlement. En revanche, pour des raisons de rationalisation, le Conseil fédéral a décidé de traiter l'ensemble des achats informatiques de façon globale, et le fait que cette rubrique particulière ne figure pas sous celle des services du Parlement ne signifie pas pour autant que, dans l'ensemble des achats et des équipements informatiques auxquels le Conseil fédéral va procéder, il n'y ait pas possibilité d'en attribuer une part au Parlement.

Ensuite, les bâtiments et la sécurité. Y a-t-il véritablement urgence à améliorer la sécurité de nos installations? Là encore, nous n'avons pas pris de décision formelle en plénum sur cette affaire.

Enfin, le personnel. Sur ce point, il est vrai, nous avons une décision formelle qui concerne le contrôle administratif. Nous avons voté cinq postes supplémentaires à ce titre. En revanche, les autres augmentations, proposées par la Commission administrative, sont des postes supplémentaires qui ne résultent pas d'une décision, qui sont certainement souhaitables, mais qui pourront probablement améliorer ultérieurement, après mûre réflexion, les conditions de travail dont nous avons quelque raison de nous plaindre.

Telles sont les raisons qui ont poussé la Commission des finances à ramener les crédits affectés au Parlement au chiffre proposé par le Conseil fédéral. Nous n'avons pas traité la proposition qui vient d'être défendue devant vous par la Commission administrative au sujet des cinq postes relatifs au contrôle administratif. Sur ce point, à titre personnel, je pense qu'effectivement nous devrions nous rallier à cette proposition subsidiaire. C'est une décision que nous avons prise. Il convient de s'y tenir. Pour le reste, après les appels à la prudence du développement de nos dépenses que nous avons entendus hier, dans la bouche de tous les porte-parole de groupe de ce Parlement, est-il bien raisonnable et judicieux, vis-à-vis de nous-mêmes, de nos concitoyens et de l'opinion publique, de commencer l'examen de détail de ce budget en votant en notre propre faveur une augmentation supplémentaire de crédit?

Je vous invite par conséquent à appuyer la majorité, sous réserve de la proposition subsidiaire de la Commission administrative en ce qui concerne les cinq postes du contrôle administratif.

Jaeger, Berichterstatler: In der Finanzkommission ist der Ausbau der Parlamentsdienste und des parlamentarischen Aufsichtsrechts in keiner Weise und zu keinem Zeitpunkt bestritten worden. Auch die Finanzkommission hält dafür, dass es dringlich ist – auch im Sinne der Parlamentsreform, wie das Herr Hubacher gesagt hat –, in dieser Beziehung vorwärts zu machen. Nur geht es hier auch um die Frage des Ausbaurhythmus; es ist richtig, dass hier nochmals drei Elemente unterschieden werden.

1. Zunächst der Bereich Informatik. Es ist selbstverständlich, dass dafür die nötigen Mittel bereitgestellt werden müssen, um uns die technischen Instrumente für eine rationelle Parlamentsarbeit in die Hand zu geben. Der Bundesrat sieht aber diesen Ausbau im Rahmen einer Globallösung vor, die heute ohnehin ansteht und deshalb durchaus mit den Mehrheitsanträgen – wenn auch etwas erstreckt – realisiert werden kann.

2. Auch die Sicherheitsvorkehrungen sind unbestritten. Aber auch hier liegen – wie bei der Informatik – noch keine Parlamentsbeschlüsse vor. Es wäre richtig, auf diese zu warten und die entsprechenden Beträge erst später einzustellen.

3. Das dritte Element, nämlich die Verwaltungskontrolle, steht auf einem anderen Blatt. Dafür bestehen Beschlüsse, und es ist von Herrn Tschuppert im Namen der Verwaltungskommission richtig gesagt worden, dass die Stelle schon dotiert werden muss: Der Chef ist gewählt, deshalb müssen sowohl die Beträge als auch die zusätzlichen Etatstellen bewilligt werden. Es war ein Fehler der Verwaltung – das ist zuzugeben –, deshalb müssen heute noch die nötigen Schritte unternommen werden. Wir können deshalb dem Eventualantrag von Herrn Tschuppert zustimmen. Damit ermöglichen Sie die sofortige Realisierung dieser Verwaltungskontrollstelle.

Mit Bezug auf die anderen Elemente bitten wir Sie, etwas Geduld zu haben und die Globallösung anzustreben. Das Projekt ist nicht gefährdet. Sie werden den Ausbau der Parlaments-

dienste erhalten. Es geht lediglich um die Frage der Budgetdisziplin. Sie müssen verstehen: Wenn die Finanzkommission in zahlreichen Bereichen Erhöhungs- und Aufstockungsanträge abgelehnt hat, so muss sie sich konsequenterweise auch im parlamenteigenen Bereich entsprechend diszipliniert verhalten. Es geht um die Vorbildfunktion des Parlamentes. Wir können nicht überall Kürzungen vornehmen und ausgerechnet bei den eigenen Diensten einen forcierten Galopp einschlagen. Es geht also nicht darum, etwas zu verhindern. Es geht darum, kohärent und konsequent zu bleiben und diese Ausbauprojekte in einen ordentlichen, sauberen Rahmen zu stellen.

Wir bitten Sie von seiten der Finanzkommission, der Mehrheit der Kommission zuzustimmen und den Eventualantrag Tschuppert anzunehmen.

Bundesrat Stich: Grundsätzlich hat der Bundesrat natürlich nichts zu sagen zu den Wünschen und Entscheidungen des Parlamentes, die das Parlament selber betreffen. Trotzdem gestatte ich mir einige Worte dazu.

Ich habe volles Verständnis, wenn Sie dem Eventualantrag über die Stellenbegehren zustimmen. Die Verwaltungskontrolle ist eine Aufgabe, die Sie haben, und deshalb sollten Sie die nötigen Stellen beschliessen.

Im übrigen stelle ich fest, dass das Parlament die Absicht hat, dieses Haus ziemlich massiv umzubauen. Diese Vorlage ist meines Erachtens noch nicht behandelt worden. Deshalb wäre ich dankbar für eine gewisse Zurückhaltung Ihrerseits.

In bezug auf die Informatik möchte ich darlegen, dass das Parlament ja nicht ein Informatiksystem erhält, das völlig autonom ist. Das Parlament muss auch an den Verbindungen und dem Ausbau in der Verwaltung interessiert sein. Seit wir ein Bundesamt für Informatik haben, gibt es eine interdepartementale Informatikkonferenz. Sie teilt die Mittel zu, so dass sie zweckmässig eingesetzt werden.

Ganz generell möchte ich Ihnen sagen, dass die Anträge auf Erhöhung, die bis jetzt eingegangen sind, rund eine halbe Milliarde Franken ausmachen. Wenn Sie diesen Anträgen zustimmen, werden Sie ein Ausgabenwachstum von 9,3 Prozent haben. Das letzte Mal haben Sie das in diesem Parlament 1973 erreicht. Das war der Beginn des definitiven Absturzes der Bundesfinanzen in eine langdauernde Defizitperiode. Deshalb glaube ich, ist es für das Parlament gut, wenn es selber auch bereit ist, ein Opfer zu bringen, um das Ausgabenwachstum etwas zu bremsen.

Präsident: Wir stimmen ab. Wir stellen den Antrag der Mehrheit, ergänzt durch den Eventualantrag der GPK zu Entwurf C – Bundesrat und Mehrheit haben diesen Antrag übernommen –, dem Antrag der Minderheit gegenüber.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	82 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	50 Stimmen

Antrag der Kommission

104 Bundeskanzlei

3150.201 Miete EDV und Büromatik

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Matthey, Leuenberger-Solothurn)

Fr. 5 040 000

3180.203 EDV-Lizenzprogramme

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Matthey, Leuenberger-Solothurn)

Fr. 62 465 000

3180.205 EDV-Dienstleistungsaufträge

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Matthey, Leuenberger-Solothurn)

Fr. 32 890 000

4010.201 Kauf EDV und Büromatik

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit I

(Matthey, Leuenberger-Solothurn)

Fr. 248 414 500

Minderheit II

(Hafner Rudolf)

Fr. 230 000 000

Proposition de la commission

104 Chancellerie fédérale

3150.201 Location, informatique et bureautique

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Matthey, Leuenberger-Soleure)

Fr. 5 040 000

3180.203 Programmes informatiques sous licence

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Matthey, Leuenberger-Soleure)

Fr. 62 465 000

3180.205 Mandats de prestations informatiques

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Matthey, Leuenberger-Soleure)

Fr. 32 890 000

4010.201 Achat, informatique et bureautique

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité I

(Matthey, Leuenberger-Soleure)

Fr. 248 414 500

Minorité II

(Hafner Rudolf)

Fr. 230 000 000

Hafner Rudolf, Sprecher der Minderheit II: Bei dieser Position Kauf EDV und Büromatik ging es mir lediglich darum, etwas gegen die Euphorie in diesem Bereich anzukämpfen. Wenn Sie das prozentuale Wachstum in diesem Bereich betrachten, stellen Sie fest, dass hier ein Mehraufwand von 35 Prozent vorgesehen ist. Das ist ein klar überproportionales Wachstum. Sie haben aber im Zusammenhang mit der EDV-Struktur des Parlamentes die Frage grundsätzlich schon diskutiert und haben beschlossen, dass man hier eine Verstärkung machen will. Im Interesse der Verfahrensökonomie ziehe ich diesen Minderheitsantrag zurück.

Widmer: Ich spreche kurz im Namen der Verwaltungskommission: Im Prinzip geht es um die gleiche Frage wie bei der vorangehenden Abstimmung, nur ist sie jetzt bezogen auf die Beschaffung der Personalcomputer. Eines muss Ihnen bewusst sein: Wenn Sie mit der Mehrheit stimmen, kann das von Ihnen gewünschte Programm der Beschaffung von PC, Laptops usw. nicht wie vorgesehen durchgeführt werden. Wenn Sie Ihren ursprünglichen Beschluss befolgen wollen, müssen Sie mit der Minderheit stimmen.

Präsident: Der Minderheitsantrag II ist zurückgezogen worden.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit I

69 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit

15 Stimmen

Antrag der Kommission

105 Bundesgericht

5310.001 Gerichtsgebühren

Fr. 3 400 000

Proposition de la commission

105 Tribunal fédéral

5310.001 Emoluments de justice

Fr. 3 400 000

*Angenommen – Adopté***Departement des Innern – Département de l'intérieur***Antrag Déglise*

310 Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft

4600.001 Anlagen zum Schutze der Gewässer

gegen Verunreinigung

Fr. 160 000 000

Proposition Déglise

310 Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage

4600.001 Installations de protection des eaux

contre la pollution

Fr. 160 000 000

Mme **Déglise:** Ma proposition est basée sur un postulat déposé le 3 octobre et demandant précisément une augmentation de ce poste au budget. Je m'étonne de n'avoir pas connaissance de la réponse à ce postulat qui n'aura d'ailleurs plus de sens après le débat sur ce budget.

La protection de l'environnement est une des préoccupations prioritaires du peuple suisse. Conscientes depuis fort longtemps de cette nécessité, les Chambres ont voté, voilà bientôt vingt ans déjà, soit le 8 octobre 1971, une loi fédérale sur la protection des eaux. L'exécution de cette loi a été confiée aux cantons. Les subventions fédérales devaient leur être versées dans la limite des crédits d'engagement et des crédits annuels de paiement. Le délai prévu dans la loi pour la réalisation de ces ouvrages était trop optimiste et n'a pu être tenu.

Aujourd'hui encore, de nombreux cantons n'ont pas achevé la construction de leurs installations d'épuration des eaux. Cela est dû en partie aux inévitables difficultés techniques et pratiques liées au projet d'installation de traitement des eaux usées et des moyens financiers limités des cantons. Mais cela est dû aussi à l'inadéquation des crédits fédéraux aux besoins de ces cantons. Cette dernière décennie, la Confédération a accumulé régulièrement des retards dans les versements de subventions dans ce secteur. En 1983, les besoins des cantons se montaient à 340 millions, alors que seul un montant de 135 millions était versé au budget à titre de crédits de paiement. En 1990, la situation n'a fait qu'empirer, puisque des besoins annoncés de 410 millions de francs seuls 150 millions ont été portés au budget.

Malgré l'insistance et le cri d'alarme de certains cantons d'augmenter le montant du budget 1991, malgré des interventions parlementaires, notamment mon postulat du 3 octobre et l'interpellation de M. Cotti au Conseil des Etats à la même date, non seulement on n'a pas augmenté le montant porté au budget 1990, soit 150 millions, mais encore on l'a réduit de 10,24 millions de francs. Cela n'est pas sérieux.

Le budget relève de la responsabilité du Parlement. C'est lui qui dicte la politique financière de la Confédération. Il est vrai que les directives demandent un budget équilibré et une politique de restriction des crédits liés aux investissements pour lutter contre l'inflation. Il s'agit, dans ce cadre donc, de faire des choix, et je sais que cela n'est pas toujours facile.

Cependant, dans le cas qui me préoccupe, j'ai nettement l'impression que la protection des eaux n'est plus à la mode et que d'autres priorités ont pris le pas. On ne peut pas dire que le fait d'attribuer davantage de crédits de paiement pour les ouvrages de protection des eaux va alimenter encore l'inflation, puisqu'il s'agit d'ouvrages déjà construits. De plus, les cantons et à travers eux les communes et les associations ont investi des montants importants et ont fait leurs plans financiers en tenant compte des promesses de versement des subventions fédérales. Certaines de ces communes se trouvent en face de situations financières dramatiques. Avec l'augmenta-

tion des taux d'intérêts, les charges de la dette provoquées par l'absence de subventions fédérales deviennent insupportables.

Les décisions budgétaires nous appartiennent. Prenons conscience que nous devons respecter nos engagements financiers. Il n'est tout simplement pas normal que nous accumulions un tel retard dans le paiement de ces subventions. C'est pourquoi je vous propose d'augmenter le montant porté au budget à titre de crédits de paiement pour les ouvrages de protection des eaux à 160 millions au lieu de 139,76 millions. Cela correspond d'ailleurs à une augmentation de 6 pour cent au budget 1991 par rapport au budget 1990. Et cela ne permettra pas encore de combler le retard accumulé. Pour cela il faudra absolument que les prochains budgets en tiennent compte. Je vous prie de bien vouloir accepter ma proposition qui reste encore dans les limites du raisonnable, compte tenu des engagements pris.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, den Antrag Déglise abzulehnen. Wie Sie wissen, hatten wir die Aufgabe, 1,5 Milliarden zu kürzen. Das war ein Auftrag des Parlamentes, und wir haben uns redlich bemüht, einen Ausgleich zu finden. Wir haben auch Prioritäten und Schwerpunkte gesetzt. Aber in der Abwasserreinigung hat der Bund in den letzten 10 Jahren – von 1980 bis 1990 – rund 1,5 Milliarden Franken ausgegeben. 90 Prozent der Schweizer Bevölkerung sind Abwasserreinigungsanlagen angeschlossen. Es ist viel erreicht worden; deshalb war es richtig, dass hier eine Prioritätszurückstufung vorgenommen wurde. Das muss man tun, wenn man knappe Mittel hat.

Sie haben erwähnt, dass der Bund die Zusicherungen einhalten müsse. Grundsätzlich steuern wir diese Ausgaben über Verpflichtungs- und Zahlungskredite. Die Verwaltung darf an sich nicht mehr Zusicherungen abgeben, als Verpflichtungskredite in einem bestimmten Zeitraum zur Verfügung stehen. Sie hat es trotzdem getan, um einzelnen Gemeinden wenigstens zu ermöglichen, mit dem Bau zu beginnen. Nachher kommen diese Gemeinden, diese Leute, und sagen, der Bund erfülle seine Verpflichtungen nicht. Aber sie haben gewusst, dass die Kredite nicht ausreichen würden. Für uns stellt sich jetzt die Frage, was wir in Zukunft machen sollen, ob wir – das wäre das Zweckmässigste – die Verwaltung und die entsprechenden Beamten dazu zwingen, die Vorgaben des Budgets bzw. der Verpflichtungskredite exakt einzuhalten und nicht mehr darüber hinauszugehen. Dann entstünde dieses Problem nicht mehr.

Ich bitte Sie, diese massive Erhöhung von 139 auf 160 Millionen Franken, also eine Erhöhung von etwas mehr als 20 Millionen Franken, abzulehnen. Die Situation habe ich Ihnen dargelegt. Insgesamt führen die beantragten Erhöhungen, für die es sicher Argumente gibt – in jeder Position wird jemand Argumente finden, um mehr auszugeben, daran zweifle ich nicht –, zu einer Erhöhung der Ausgaben um 9,3 Prozent. Das sollten Sie trotz allem verhindern, auch wenn Sie vorhin nicht mit dem guten Beispiel vorangegangen sind.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Déglise	32 Stimmen
Dagegen	52 Stimmen

316 Bundesamt für Gesundheitswesen

Antrag Rychen

3180.015 Präventionsmassnahmen	Fr. 10 000 000
--------------------------------	----------------

Antrag Scheidegger

3600.004 Schweizerisches Rotes Kreuz	Fr. 3 000 000
--------------------------------------	---------------

316 Office fédéral de la santé publique

Proposition Rychen

3180.015 Mesures de prévention	Fr. 10 000 000
--------------------------------	----------------

Proposition Scheidegger

3600.004 Croix-Rouge suisse	Fr. 3 000 000
-----------------------------	---------------

Pos. 316.3180.015

Rychen: Ich beantrage Ihnen eine Erhöhung der Mittel für Präventionsmassnahmen von 5,7 Millionen auf 10 Millionen Franken. Die Begründung lautet:

1. Dieser Rat hat vor kurzem einer Motion für eine nationale Kampagne gegen den Drogenkonsum ohne Gegenstimme, getragen also von allen politischen Kräften, angenommen. Der Ständerat hat diese Nationalratsmotion diese Woche auf der Traktandenliste.

2. Der vorgesehene Betrag ist aus meiner Sicht zu gering, denn eine nationale Drogenkampagne braucht massiv Mittel, um überhaupt Wirkung zu haben. Ich denke hier ganz konkret – ich wiederhole, was ich bei der Begründung meiner Motion ausführte – an TV-Spots, Plakatkampagnen, Inserate, Broschüren, Aktionen usw. Wenn wir dieses Thema ernst nehmen wollen, müssen wir endlich etwas tun.

3. Der Städteverband der Schweiz hat vor kurzem eine Tagung durchgeführt und sich darüber beklagt, dass es keine richtige nationale Drogenpolitik gebe, und gefordert, dass endlich auch eine nationale Drogenkampagne durchgeführt werde.

Ein weiterer Grund: Bei den Diskussionen über die Parteigrenzen hinweg stelle ich fest, dass man sich sowohl im Lager jener, die für eine Liberalisierung der Drogen sind, wie auch bei jenen, die gegen eine Liberalisierung sind – also über diesen Graben hinweg –, einig ist, dass die Prävention grösseren Ausmasses jetzt anlaufen sollte.

Ich bin mir bewusst, dass sich der Bundesrat bemüht hat, hier einen Betrag einzusetzen. Aus meiner Sicht ist er zu gering, weil mit diesem Betrag noch andere Kampagnen bestritten werden müssen.

Ich bitte Sie, auch wenn es etwas mehr Geld kostet, ein Zeichen zu setzen und nicht auf die Nachtragskredite des nächsten Jahres zu warten, sondern mit einem Beschluss den festen Willen zu einer richtigen Präventionskampagne mit einer Demonstration unter Beweis zu stellen, indem wir diesen Betrag erhöhen.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, auch diesen Antrag abzulehnen. Er schiesst weit über das Ziel hinaus. Für 1991 hat das Bundesamt für Gesundheitswesen einen Budgetkredit von 6,75 Millionen Franken, wovon 6 Millionen für die Drogenprävention und 0,75 Millionen für Präventivmassnahmen in allen Gesundheitsbereichen, angefordert. Der Kreditanteil für die Drogenprävention wurde im Budgetentscheid des Bundesrates um 1,5 Millionen auf 4,5 Millionen Franken gekürzt, so dass das Bundesamt noch über 5,25 Millionen verfügt. Das vom Bundesamt für Gesundheitswesen inzwischen eingereichte Drogenpräventionskonzept rechnet für 1991 mit Ausgaben in der Höhe des vom Bundesrat beantragten Budgetkredites, d. h. mit 4,5 Millionen. Auch dieser Betrag dürfte eher zu hoch angesetzt sein. Die Erfahrung mit der Aidsprävention zeigt, dass das Bundesamt die Realisierungsmöglichkeiten, namentlich in der Phase der Vorbereitung von Präventionskampagnen, immer wieder überschätzt.

Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Rychen	14 Stimmen
Dagegen	49 Stimmen

Pos. 316.3600.004

Scheidegger: Mein Antrag auf Erhöhung des Beitrages an das Schweizerische Rote Kreuz zeigt beispielhaft, dass wir mit dem Budget gleichzeitig auch über Funktionieren und Nichtfunktionieren vieler anderer Institutionen befinden.

Man darf, Herr Biel, deshalb den Räten ihre Budgetgestaltungsrechte nicht nehmen. Mein Antrag hat auch nichts mit Wahlkampf zu tun, Herr Bundesrat Stich. Wann, wenn nicht hier, setzen wir neue Akzente? Es muss ausserhalb der budgetmässigen Denkmalpflege noch Raum zur Gestaltung ge-

ben. Ich habe beinahe das Gefühl, dass man sich entschuldigen muss, wenn man es wagt, im Zusammenhang mit dem Budget einen Antrag zu stellen. Ich darf doch mit aller gebotenen Vorsicht betonen, wahrscheinlich aber nur erwähnen, dass die Budgethoheit beim Parlament liegt. Dass Budgets nicht nur finanzpolitische Komponenten haben, hat Herr Bundesrat Stich gestern auch gesagt – vermutlich nicht im Sinne meines Erhöhungsantrages, der übrigens nicht einmal ein Zehntausendstel der Bundesausgaben betrifft.

Dass es im Falle des Schweizerischen Roten Kreuzes gar im Interesse des Bundes liegt, diese Erhöhung vorzunehmen, versuche ich Ihnen nun mit zehn Punkten darzulegen, wobei ich auf die Unterlagen verweise, die Ihnen gestern zum Roten Kreuz verteilt wurden.

Artikel 3 des Bundesbeschlusses über das Schweizerische Rote Kreuz aus dem Jahre 1951 besagt: «Der Bund trägt der Sonderstellung des Schweizerischen Roten Kreuzes als nationaler Rotkreuzgesellschaft durch Gewährung von Beiträgen und besonderen Erleichterungen Rechnung», und weiter: «Die Höhe dieser Beiträge wird im Voranschlag festgesetzt.» Wir behandeln heute das Budget. Damit ist es legitim, über den Betrag an das Rote Kreuz zu sprechen. Der Bundesrat genehmigt nicht nur die Statuten des Roten Kreuzes. Gleichzeitig auferlegt der Bund dem SRK die Aufgabe, den Behörden in verschiedenen humanitären Belangen zur Seite zu stehen.

Nun die zehn Punkte:

1. Seit 1975 glaubt der Bund, diese Erwartungen mit 800 000 Franken genügend abgelden zu können, obwohl allein die Teuerung ein Ausmass von 1,4 Millionen Franken nötig machen würde.

Das SRK reichte rechtzeitig eine Eingabe für das Budget von 1991 ein und erwartete für 1991 10 Millionen Franken. Das ist etwas viel auf einmal, ich gebe es als Mitglied des Direktionsrats des Schweizerischen Roten Kreuzes zu.

Bundesverwaltungsintern wurde ein Betrag von 3 Millionen Franken für 1991 als richtig erachtet. Diese Erhöhung nahm leider die Hürde des Bundesrates nicht, und deshalb stand sie auch nicht zur Diskussion in der Finanzkommission.

2. Heute übersteigen allein die PTT-Gebühren, die das SRK bezahlen muss, den Bundesbeitrag um ein Mehrfaches. Jeder Spender, der dem SRK einen Beitrag spendet und mit Recht erwartet, dass er zu 100 Prozent für wohltätige Zwecke eingesetzt wird, liefert zuerst 80 Rappen an die PTT ab. Gesuche an die PTT, diese Taxe zu erlassen, blieben erfolglos, obwohl im Bundesbeschluss vorgesehen ist, dass der Bund das SRK von Taxen befreien könnte.

3. Das SRK subventioniert mit Spendengeldern den Rotkreuzdienst und dadurch die Eidgenossenschaft mit 360 000 Franken – eine Aufgabe, die aus meiner Sicht zu 100 Prozent durch das EMD finanziert werden müsste.

4. Das SRK subventioniert mit Spendengeldern die Aerztekommission für das Rettungswesen, d. h. die Erarbeitung der medizinischen Grundlagen für das Rettungswesen, mit 200 000 Franken – eine Aufgabe, die meiner Ansicht nach das SRK der Eidgenossenschaft ohne entsprechende finanzielle Gegenleistung abnimmt.

5. Das SRK hält in der Materialzentrale Bereitschaft für humanitäre Aufgaben der Eidgenossenschaft ohne entsprechende finanzielle Leistungen des Bundes, obschon dies als Teil der Aussenpolitik des Bundes dient und anerkannt wird. Die Kosten belaufen sich auf 300 000 Franken.

6. Per 31. Dezember 1989 hatte das Schweizerische Rote Kreuz ausstehende Guthaben beim Bund von 5,7 Millionen Franken. Mit 8 Prozent Zins gerechnet kostet dies das SRK jeden Tag 1260 Franken an entgangenen Zinsen.

7. Das SRK hat im Einvernehmen mit dem Bundesamt für Gesundheitswesen Ende 1988 innerhalb von zwei Monaten neue Trainingsprogramme für die Vorbereitung von Laien auf die Begleitung und Pflege von HIV-Positiven und Aids-Patienten erarbeitet, die seither von über 400 Personen besucht worden sind. Die Eigenleistungen des SRK betragen pro Jahr 40 000 Franken.

8. Zurzeit ist in Irak eine Delegation des Schweizerischen Roten Kreuzes, um sich u. a. um die noch verbliebenen acht Schweizer Geiseln zu kümmern. Auch dies ist ein Beweis für

die dringende Notwendigkeit eines verlässlichen Partners für den Bund.

9. Darüber hinaus hat es das SRK auf sich genommen, sich bei der Unterbringung und Betreuung von Asylsuchenden zu engagieren. Unter Verantwortung des SRK und seiner Sektionen werden gegen 30 Zentren für Asylsuchende geführt. Wir alle kennen die Stimmung in der Bevölkerung gegenüber der Asylfrage. Wen verwundert es dabei, dass die Bevölkerung diejenigen bestraft, und zwar durch den massiven Entzug von Spendengeldern, die diese nicht einfache Aufgabe noch erfüllen? Die Eidgenossenschaft muss dafür dankbar sein, dass die Hilfswerke diese nicht populäre Aufgabe übernommen haben. Wir dürfen jedoch nicht untätig zusehen, wie die Hilfswerke – und nicht nur das SRK – dabei ein schlechtes Image erhalten und in finanzielle Sorgen geraten.

10. 700 Jahre Eidgenossenschaft, aber auch 125 Jahre Schweizerisches Rotes Kreuz im Jahre 1991: Wollen wir auch in Zukunft ein starkes Schweizerisches Rotes Kreuz, das bei Bedarf rasch und gezielt seine humanitäre Rolle spielen kann, so müssen wir den Bundesbeitrag an das SRK von 800 000 auf 3 Millionen Franken erhöhen.

Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, auch diesen Antrag abzulehnen. Es ist für mich immer wieder erstaunlich, wie Parlamentarier hier darlegen können, welches die Anträge einzelner Abteilungen und Ämter an den Bundesrat gewesen sind. Ich denke, dass wir in dieser Hinsicht gelegentlich etwas Ordnung schaffen und die entsprechenden Leute zur Rechenschaft ziehen müssen. Denn es geht nicht an, dass Beamte Parlamentarier darüber orientieren, wie die Anträge an den Bundesrat gelaute haben. Das ist eine unmögliche Situation.

Zur Sache selber ist zu sagen: Das, was wir im Budget 1991 eingesetzt haben, entspricht exakt dem, was im Finanzplan steht. Wir haben also gegenüber dem Finanzplan keine Kürzung vorgenommen, sondern wir haben uns an den Finanzplan gehalten, der seinerzeit eingegeben und genehmigt worden ist. Der Bund kann auch nicht verantwortlich gemacht werden für die rückläufigen Sammelergebnisse des Roten Kreuzes. Das kann nicht unsere Aufgabe sein. In bezug auf die Ausbildung hat man früher eine Weichenstellung vorgenommen, und an diese Weichenstellung muss man sich heute halten. Wenn besondere Dinge vorgezogen werden, wenn Sie für das Bundesamt für Gesundheitswesen etwas machen, muss gesagt sein: Das Bundesamt für Gesundheitswesen hat Kredite für Aids- und andere mögliche Kampagnen, für Forschung, Ausbildung usw. erhalten. Es hätte somit Kredite zur Verfügung gehabt, um allenfalls solche Entschädigungen zu bezahlen, genauso wie sie an private Unternehmen auch bezahlt werden müssen. Aber das heisst nicht, dass man den Beitrag erhöhen muss.

Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Scheidegger	30 Stimmen
Dagegen	45 Stimmen

Antrag der Kommission

318 Bundesamt für Sozialversicherung

3600.001 Leistung des Bundes an die AHV	Fr. 3 346 000 000
3600.003 Leistung des Bundes an die IV	Fr. 1 628 000 000

Proposition de la commission

318 Office fédéral des assurances sociales

3600.001 Versement	
de la Confédération à l'AVS	Fr. 3 346 000 000
3600.003 Versement	
de la Confédération à l'AI	Fr. 1 628 000 000

Angenommen – Adopté

Justiz- und Polizeidepartement Département de justice et police

Genehmigt – Approuvé

Militärdepartement – Département militaire

Antrag Leutenegger Oberholzer

Rückweisung an den Bundesrat

Aus dem Voranschlag des EMD für 1991 sind alle offenen und versteckten Budgetpositionen zu streichen, die gemäss Bericht 90.022 der Puk EMD vom 17. November 1990 keine Rechtsgrundlage aufweisen, wie insbesondere die «geheimen Dienste».

Allfällige Finanzreserven, die einen Zusammenhang mit dem Bericht der Puk EMD aufweisen, sind zu benennen und unverzüglich aufzulösen.

Antrag Rechsteiner

Ausgaben: Kürzung auf Fr. 4 718 718 900 (minus 10 Prozent)

Eventualantrag Hubacher

(Falls Antrag Rechsteiner abgelehnt wird)

Ausgaben Fr. 5 089 848 200
(wie Budget 1990)

Antrag Weder-Basel

Ausgaben Fr. 5 093 021 000

Proposition Leutenegger Oberholzer

Renvoi au Conseil fédéral

Biffer du budget militaire 1991 tous les articles, apparents ou non, qui, selon le rapport 90.022 de la CEP DMF du 17 novembre 1990, ne reposent sur aucune base légale, en particulier les crédits destinés aux «services secrets».

Les réserves financières éventuelles liées d'une manière ou d'une autre au rapport de la CEP DMF devront être clairement indiquées et il y aura lieu de les dissoudre sans retard.

Proposition Rechsteiner

Dépenses: ramenées à Fr. 4 718 718 900 (moins 10 pour cent)

Proposition subsidiaire Hubacher

(en cas de rejet de la proposition Rechsteiner)

Dépenses Fr. 5 089 848 200
(comme au budget 1990)

Proposition Weder-Bâle

Dépenses Fr. 5 093 021 000

Frau Leutenegger Oberholzer: Die grüne Fraktion ersucht Sie, den Voranschlag des Militärdepartementes an den Bundesrat zurückzuweisen mit dem Auftrag, das Budget zu überprüfen und daraus alle illegalen Transaktionen zu entfernen, die für «geheime Dienste» budgetiert sind, und allfällige geheime Reservefonds zu benennen und aufzulösen.

Ein erster Schritt zur Zukunftsbewältigung, zur Verarbeitung der Ungesetzlichkeiten, die die Puk EMD aufgedeckt hat, ist für uns die Vorlage eines offenen, transparenten und korrekten Budgets für das Jahr 1991. Aus dem Bericht der Puk wird klar, dass jahrelang zur Finanzierung geheimer Dienste quer durch das EMD-Budget Kredittranchen abgezweigt worden sind. Für die Geheimmarmee P-26 waren es allein in den Jahren 1984 bis 1989 über 33 Millionen Franken. In dieser Zahl sind die Zahlungen aus dem Dispositionskredit nicht enthalten. Die laufenden Ausgaben wurden vor allem via Budget des Oberkriegskommissariats finanziert. Die Investitionsausgaben wurden bei den Bauten über das Budget des Stabs der Gruppe für Generalstabsdienste belastet, ohne Verpflichtungskredite versteht sich. Materialbeschaffungen, wie z. B. 20 Millionen Franken für geheime Uebermittlungsdienste, erfolgten via Budget der Gruppe für Rüstungsdienste. Für die geheimen Nachrichtendienste P-27 wurde die Position Abteilungsdienste eben-

falls der Gruppe für Rüstungsdienste verwendet. Daneben wurde – ebenfalls illegal – eine Kriegskasse geäufnet, Zinserträge wurden ebenfalls ohne Rechtsgrundlage der Geheimarmee weitergeleitet.

Welches Ausmass die gesamten geheimen Transaktionen angenommen haben, beleuchtet der Bericht der Puk EMD im einzelnen.

Fest steht für unsere Fraktion, dass offenbar ein wahrer Wildwuchs an illegalen Budgetpositionen im ganzen EMD-Budget versteckt ist. Wir befürchten natürlich, dass auch im Voranschlag für 1991 derartige Budgetpositionen enthalten sind. Dafür gibt es handfeste Indizien:

Der Beschluss des Bundesrates zur Auflösung der Geheimarmee erfolgte erst nach Vorlage des Budgets für 1991. Bislang sind wir – ich muss es so sagen – rabenschwarz angelogen worden; wieso sollte dies beim Voranschlag 1991 nicht der Fall sein? Die parlamentarische Kontrolle hat nachweislich versagt. Die Finanzkommissionen sind – wie dies gestern auch im Ständerat betont wurde – hintergangen worden. Was die Finanzdelegation kontrolliert hat, wissen wir nicht. Einem normalen Parlamentarier, einer normalen Parlamentarierin, die sich näher für die Budgetpositionen des EMD interessierte, war der Zugang zu den einzelnen Zahlen im EMD-Budget sowieso verwehrt. Falsche Budgetierung, falsche Rechnungsauslegung, fehlende Belege, mangelnde Rechtsgrundlagen: Mit einem solchen Finanzgebaren dürften auch strafrechtliche Tatbestände erfüllt sein. Die Verantwortlichen werden dafür noch Rechenschaft ablegen müssen.

Ich frage Sie, Herr Bundesrat Stich, wie Sie mit einer Steuerzahlerin, einem Steuerzahler umgehen würden, die derart gefälschte Rechnungen vorlegen!

Das Parlament hat die Budgethoheit. Wir wollen wenigstens 1991 für eine transparente Budgetierung sorgen. Dazu bleibt uns heute nur der Weg über die Rückweisung des Voranschlags. Konkrete Streichungsanträge können wir nicht machen, denn sie müssten gleichsam nach dem Zufallsprinzip erfolgen. Auch die Einnahmeerhöhung zur Auflösung der Reservekasse müsste im Dunkeln erfolgen. Nur die Rückweisung ermöglicht es uns, die geheimen Budgetpositionen des EMD aus dem Voranschlag zu entfernen.

Für ein Parlament, das sich nach der Rechtsstaatlichkeit bemisst, wäre es unverantwortlich, einen Voranschlag zu genehmigen, von dem wir den festen Verdacht haben, dass ungesetzliche Ausgabenpositionen darin enthalten sind. Bislang konnten sich die meisten von uns mit Nichtwissen entschuldigen. Aber die Genehmigung dieses Budgets erfolgt in voller Kenntnis des Berichts der Puk EMD. Sie erfolgt mit dem Verdacht, dass darin illegale Finanztransaktionen versteckt sind. Eine unkontrollierte Bewilligung wäre also gleichsam eine vorsätzliche Widerrechtlichkeit. Wie das zu qualifizieren ist, will ich Ihnen überlassen. Aber ich weise Sie darauf hin, dass wir als Parlamentarier, als Parlamentarierinnen Verantwortung tragen. Verantwortlich sind wir insbesondere für eine Budgetierung nach den Regeln der Rechtsstaatlichkeit. Verantwortlich sind wir den Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern.

Die grüne Fraktion kann auf jeden Fall – in Kenntnis des Puk-Berichtes – den Voranschlag des EMD ohnè zusätzliche Ueberprüfung nicht genehmigen.

Wir ersuchen Sie deshalb: Weisen Sie das Budget des EMD dem Bundesrat zurück, mit dem Auftrag, es auf illegale Positionen hin zu überprüfen und diese daraus zu entfernen, und mit dem Auftrag, die Reserven, wie sie z. B. die Kriegskasse darstellt, aufzulösen und diese offen zu benennen. Andernfalls erwarten wir hier von Ihnen, Herr Stich, die Zusicherung, dass sich im Budget 1991 keinerlei geheime Finanzierungen für rechtswidrige Institutionen befinden, wie dies in früheren Jahren der Fall war.

Wir sollten den Geburtstag der Eidgenossenschaft nicht mit solch explosiven Altlasten im Budget feiern müssen.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, den Rückweisungsantrag für das Militärdepartement abzulehnen. Es ist zweifellos so, dass es noch gewisse Korrekturen gibt. Ich denke beispielsweise an die Entscheidungen des Bundesrates über die Landsturmkurse. Dort können nach jetziger Beurteilung 6 Millionen Fran-

ken gestrichen werden. Ich selber würde Ihnen vorschlagen, diese Position stehenzulassen und nachher, wenn wir die definitiven Zahlen haben, diese Budgetbeträge durch den Bundesrat blockieren zu lassen.

Das gleiche gilt für die Aufwendungen, die allenfalls für die Widerstandsorganisation enthalten sind. Im Moment sind die Finanzverwaltung, das Militärdepartement und die Eidgenössische Finanzkontrolle daran zu untersuchen, wo welche Beträge eingestellt wurden. Das können wir Ihnen heute noch nicht sagen. Aber ich gebe Ihnen auch hier die Garantie, dass der Bundesrat den Antrag stellen wird, diese Kredite zu blockieren, und nachher natürlich dem Parlament berichten wird. Wann das geschehen soll, ist eine andere Frage. Vielleicht könnte man das im Nachtrag I zum Budget machen, das wäre denkbar. Ich garantiere Ihnen, dass wir das tun, aber ich bitte Sie, das Budget nicht zurückzuweisen.

Abstimmung – Vote

Für den Rückweisungsantrag
Leutenegger Oberholzer
Dagegen

27 Stimmen
76 Stimmen

Ausgaben – Dépenses

Rechsteiner: Wir stellen Ihnen den Antrag, das Militärbudget für 1991 um 10 Prozent zu kürzen, genauso wie es in Resolutionen der Uno schon seit langem gefordert wird: realistische Kürzungen der Militärbudgets um 10 Prozent. Ich führe drei Gründe an, weshalb eine derartige Kürzung des Militärbudgets gerade heute nötig ist.

1. Die sicherheitspolitische Lage in Europa – das lässt sich wohl nicht bestreiten – hat sich grundlegend verändert. Der Warschauer Pakt, von dem sämtliche traditionellen Bedrohungsszenarien ausgegangen sind, funktioniert heute praktisch nicht mehr. Die sowjetischen Truppen werden innert Monaten aus Ungarn und der Tschechoslowakei vollständig abgezogen. Die DDR existiert nicht mehr. Die stärkste Armee des Warschauer Pakts – mit Ausnahme der Sowjetunion selber – wird vollständig abgebaut, und auch in der Sowjetunion selber werden Hunderttausende von Soldaten ins Zivilleben entlassen.

Abgebaut wird auch bei den Nato-Armeen, wenn auch in weniger grossem Umfang, dies wenigstens in Europa. Der KSZE-Prozess, insgesamt eine Erfolgsgeschichte, hat inzwischen bekanntlich zum Abschluss eines Abkommens über konventionelle Abrüstung geführt. Viele westeuropäische Länder haben schon 1989 mit der Reduktion der Verteidigungsbudgets begonnen. Im Jahre 1990 hat sich dieser Trend fortgesetzt.

2. Die Schweiz ist bisher von diesem Abrüstungstrend kaum erfasst worden. Im Gegenteil, zwischen 1987 und 1990 hatten wir eine eigentliche Aufrüstungsphase mit einem sprunghaften Anstieg des Militärbudgets, ausgelöst massgeblich durch den sogenannten Ausbauschritt 1988 bis 1991. Dieser Ausbauschritt 1988 bis 1991 war ein eigentliches Aufrüstungsprogramm für 11 Milliarden Franken, das mit einer sicherheitspolitischen Lagebeurteilung begründet worden war, die heute selbst von Militärköpfen nicht mehr aufrechterhalten werden kann.

Heute ist die Schweiz im europäischen Vergleich, wenn man vom Fehlen von Nuklearwaffen absieht, ein hochgerüstetes Land, gewissermassen ein bis an die Zähne bewaffneter Igel. Unser hohes Militärbudget kann im europäischen Umfeld nicht mehr gerechtfertigt werden. Aber auch eine erdrückende Mehrheit der Schweizer Bevölkerung will beim Militär sparen, grundsätzliche Haltung zur Armee hin oder her. An diesem Volkswillen darf nicht länger vorbeipolitisiert werden.

3. Hierher gehören die Gründe, die bereits Frau Leutenegger Oberholzer angeführt hat. Der Puk-Bericht hat aufgezeigt, in welchem Ausmass im EMD Finanzkompetenzen missachtet, Ausgaben versteckt und das Finanzhaushaltsgesetz gebrochen worden sind: Rechtsbrüche, demokratiefeindliche Umtriebe, Missachtung des Finanzhaushaltsgesetzes und der Finanzkontrolle. In was für einem EMD-Staat leben wir hier eigentlich?

Es wird nötig, bei diesen Zuständen das Finanzgebaren des EMD insgesamt unter die Lupe zu nehmen. Das werden wir im Zusammenhang mit dem Puk-Bericht noch vertieft diskutieren müssen. Hier beim Militärbudget 1991 können wir aber in diesem Zeitpunkt nicht hingehen und so tun, als ob alles in Ordnung wäre, und dem EMD mit einem unverändert hohen Budget – 150 Millionen mehr will das EMD als im letzten Jahr! – für solche Praktiken gewissermassen noch grünes Licht erteilen. Wo im Zusammenhang mit der Geheimmarmee, mit P-26, P-27 und mit dem, was da noch auskommen wird, mit dem Parlament, mit der Finanzkontrolle solche Spielchen getrieben worden sind, kann nicht angenommen werden, dass sonst im EMD mit den Finanzen alles in Ordnung sei. Denken wir zum Beispiel an die verlochten Millionen in Bilten. Aendern wird sich dieses Finanzgebaren im EMD höchstens dann, wenn auch das EMD endlich den Gürtel enger schnallen muss.

Der Antrag auf Kürzung des Militärbudgets um 10 Prozent ist ein sehr massvoller Antrag der SP-Fraktion. Persönlich würde ich gerne viel weiter gehen. Um so mehr ist es nötig, jetzt wenigstens einen ersten Schritt zu machen. Auch das EMD muss gezwungen werden, sich endlich einzuschränken und die Ausgaben auf das Nötigste zu reduzieren. Tragen wir mit einem solchen Antrag, mit einem solchen Beschluss, der Veränderung der sicherheitspolitischen Lage und der Stimmung im Volk Rechnung.

Hubacher: Ich bin nicht ganz sicher, ob es formell korrekt ist, wie wir jetzt vorgehen, indem Hauptantrag und Eventualantrag gleichzeitig begründet werden, unbekümmert darum, ob der Hauptantrag angenommen worden ist oder nicht.

Aber Herr Rechsteiner, die sozialdemokratische Fraktion und ich wissen ja, zu wem wir reden. Wir begründen diese Anträge, damit einiges klargelegt ist: Will die Mehrheit dieses Parlamentes so weitermachen – unbekümmert um europäische Ereignisse, um veränderte Friedens- und sicherheitspolitische Rahmenbedingungen, unbekümmert um die eigene Vergangenheit? Oder will sie gewisse Konsequenzen ziehen?

Heute lese ich beispielsweise in der «Basler Zeitung» unter dem Titel «Vranitzkys Hilferuf» ein Interview mit dem österreichischen Bundeskanzler, der ja von Wien aus noch sehr viel direkter mit den Ereignissen und der Lage in Osteuropa konfrontiert wird. Wien war schon immer eine Drehscheibe und ein Ort, wo man über den Osten gut im Bild ist. Vranitzky weist mit vielen anderen darauf hin, wie gefährlich die Versorgungslage in verschiedenen Ländern, vor allem in der Sowjetunion ist, und wie gefährlich das für uns ist.

Wenn nach der demokratischen Revolution im Osten die berühmte Destabilisierung eintreten sollte, wenn es Gorbatschow nicht gelingen sollte, die Versorgungslage in diesem harten Winter einigermaßen sicherzustellen, könnte das auch für uns gefährlich werden. Wir lesen, dass beispielsweise Spanien – nicht gerade ein reiches Land – Gorbatschow zur Ueberbrückung dieses Engpasses 1,5 Milliarden Franken zur Verfügung stellt, damit in der Sowjetunion keine Destabilisierung stattfindet. Wir Sozialdemokraten sind der Meinung, dass es kein Ruhmesblatt für unser Land ist, wenn wir als eines der reichsten Länder der Welt 250 Millionen für alle Länder, die Sowjetunion ausgenommen, beschlossen haben.

Statt die Militärausgaben unbekümmert weiterhin zu erhöhen, wäre es ein Beitrag über das verbale Bekenntnis hinaus, zu helfen, statt immer nur aufzurüsten. In diesem Sinne bitten wir Sie, den Antrag Rechsteiner zu unterstützen, zum mindesten den Eventualantrag.

Weder-Basel: Wie Sie aus den Zahlen ersehen können, stellen wir Ihnen Antrag, das Budget um 150 Millionen zu kürzen. Wir erachten es unsererseits als unerlässlich, dass die Schweiz in Zeiten der Entspannung und der Liquidierung des kalten Krieges Zeichen setzt und Gelder einspart, wo immer dies möglich scheint.

Herr Hubacher hat bereits darauf aufmerksam gemacht. Wir werden durch viele andere Gefahren bedroht. Nicht nur die militärische Gefahr steht im Raum, sondern auch Gefahren wie Klimakatastrophen, Luftverpestung, Gewässerverschmutzung und radioaktive Verseuchung usw. Alles Leben auf die-

ser Erde ist bedroht. Die Schweiz hat als eines der reichsten Länder die Aufgabe, wichtige Zeichen zu setzen.

Es hat sich erwiesen, dass unser Budget ohne weiteres um 150 Millionen Franken gekürzt werden könnte. Das betrifft ganz konkret die Empfehlungen, die aus dem Departement Stich kamen, und zwar die vorgezogene Sturmgewehrbeschaffung, die Munition usw. Dort hat man festgestellt, dass die Kürzung des Budgets um 150 Millionen Franken möglich wäre.

Ich möchte darauf hinweisen, dass man uns diese Kürzung nicht als Armeefeindlichkeit auslegen darf. Sie erinnern sich, dass bei der Behandlung der parlamentarischen Initiative Rechsteiner (Moratorium) viele Redner bürgerlicher Provenienz darauf aufmerksam gemacht haben, man solle allfällige Kürzungsanträge auch konkret bei der Budgetberatung vorlegen. Das machen wir heute – mit dem Ziel, Gelder für wichtige Massnahmen, die das Ausland betreffen, freizubekommen. Im Vordergrund sehen wir die Umweltschutzmassnahmen. Ich erinnere nun die bürgerlichen Vertreter daran, dass sie bei dieser Abstimmung die Nagelprobe bestehen können oder nicht. Da unser Betrag praktisch mit dem Betrag von Herrn Hubacher übereinstimmt, und um die Abwicklung dieses Geschäftes hier im Saal zu vereinfachen, ziehe ich meinen Antrag zurück. Die Differenz zum Eventualantrag Hubacher beträgt lediglich vier Millionen. Aber unsere Begründung – das werden Sie gemerkt haben – hat eine andere Basis.

M. Coutau, rapporteur: Nous avons affaire ici à des propositions globales de diminution du budget du Département militaire. Nous désirons donc nous exprimer globalement, y compris par rapport aux propositions de minorité. C'est la raison pour laquelle je prends maintenant la parole afin de faire quelques remarques générales sur ces propositions.

Premièrement, malgré la signature récente, à Paris, des accords qui concrétisent la fin de la guerre froide, toute menace et tout danger ne sont pas écartés, y compris pour notre pays. En effet, l'instabilité qui caractérise l'Europe centrale et l'Europe orientale, les difficultés qui vont naître d'un hiver probablement rigoureux annoncé dans ces régions, sont des facteurs d'insécurité. En outre, il n'est pas un jour où le danger de conflagration n'augmente dans la région du Moyen-Orient et plus particulièrement du Golfe. Il serait, je crois, assez illusoire de penser que ces instabilités et que ces dangers et menaces, même s'ils ne se manifestent pas à la frontière immédiate de notre pays, n'auraient pas des conséquences sur la sécurité de la Suisse. C'est d'ailleurs à peu près la teneur du récent rapport du Conseil fédéral à propos de la nouvelle appréciation de la sécurité dans notre pays.

Deuxièmement, le désarmement, qui a été en principe décidé, doit être effectif et simultané dans tous les budgets militaires. Nous ne pouvons pas, nous autres, tout seuls, prendre des décisions de diminution globale qui ne soient pas coordonnées, conformément aux décisions prises, notamment à Paris, dans le cadre de la CSCE, et dans d'autres conférences qui n'ont d'ailleurs pas encore conclu leurs travaux. Il y a là une simultanéité que nous devons respecter, au nom précisément de cette sécurité.

Troisièmement, il faut bien voir que le budget du Département militaire n'a enregistré, pour 1991, qu'une augmentation extrêmement limitée. Cette limitation à 2 pour cent pratiquement équivalait, compte tenu du renchérissement, à une réduction qui n'est pas unique mais qui apparaît également dans le plan financier pour les années à venir. C'est dire que nous avons affaire là à une décision politique, délibérée, de stabilisation du budget militaire. J'estime que nous ne pouvons pas, ainsi, faire complètement abstraction de cette décision de stabilisation que nous partageons.

Quatrièmement, les décisions d'application de cette décision fondamentale de stabiliser les dépenses d'armement ne peuvent pas être appliquées du jour au lendemain. Il convient d'y réfléchir un peu, de savoir sur quels points exactement ces décisions doivent porter et, par conséquent, on ne peut pas aujourd'hui, dans un avis prématuré et sans avoir mûrement réfléchi aux conséquences de ces décisions, les prendre à la hâte.

Cinquièmement, le budget militaire – je l'ai relevé hier lors du débat d'entrée en matière – n'est pas un magasin «self service» propre à financer les surenchères de dépenses accumulées par d'autres intérêts, si légitimes soient-ils. Il y a aussi là une illusion à laquelle nous ne devons pas céder.

Enfin, sixièmement, le débat budgétaire n'est pas l'occasion d'une expédition punitive contre des événements passés sur lesquels nous avons encore à débattre. Nous prendrons alors seulement les décisions qui s'imposent.

Nous vous recommandons par conséquent de rejeter les propositions de réduction globale du budget militaire qui vous sont présentées. Nous nous opposons également aux propositions de la minorité et vous demandons de suivre la majorité.

Jaeger, Berichterstatter: Wir diskutieren und entscheiden über die Mehrheitsanträge der Finanzkommission, die den bundesrätlichen Vorschlägen folgt. Auf der andern Seite haben wir verschiedene Kürzungsanträge. Ich möchte drei – respektive zwei – Kürzungsanträge zusammennehmen. Das sind die Anträge Rechsteiner einerseits und Hubacher/Weder andererseits, die globale Kürzungen beantragen. Dann gibt es den Minderheitsantrag Carobbio, der detaillierte Kürzungsvorschläge zu den einzelnen Positionen unterbreitet. Diese Kürzungsanträge, sowohl die detaillierten Minderheitsanträge als auch die globalen Anträge, vor allem die Vorschläge Hubacher/Weder, sind in der Kommission bereits diskutiert worden. Persönlich habe ich mich ebenfalls für diese Kürzungsanträge ausgesprochen. Ich vertrete aber hier den Standpunkt der Mehrheit der Finanzkommission.

Die Mehrheit der Finanzkommission ist mit dem Bundesrat der Auffassung, dass bereits im verwaltungs- und bundesratsinternen Budgetverfahren vom Budget des Militärdepartements recht erhebliche Abstriche gemacht worden sind. Allein der Bundesrat hat nochmals 162 Millionen Franken gestrichen. Mit dieser Politik möchte der Bundesrat – die Finanzkommission ist ihm darin gefolgt – der veränderten Bedrohungslage Rechnung tragen.

Nun gilt es allerdings, einige konkrete Kürzungen bereits heute ins Auge zu fassen. Sie wurden bereits angesprochen. Ich möchte sie nochmals kurz erläutern. Es geht um die Ausgaben für die Geheimmarmee. Die Beträge, die hier eingespart werden können, und die Positionen, an denen gespart werden kann, sind noch zu wenig klar, als dass man bereits in der Budgetberatung genaue Vorschläge unterbreiten könnte. Zum Zeitpunkt der Behandlung in der Finanzkommission lagen die entsprechenden Vorschläge noch nicht auf dem Tisch. Und auch jetzt sind sie nicht vorhanden oder noch nicht ausgereift. Dasselbe gilt für den Grundsatzentscheid der Streichung der Landsturmkräfte. Hier gibt es drei Varianten. Welche dieser drei Varianten schliesslich beschlossen wird, ist ebenfalls noch nicht entschieden. Je nachdem gibt es weitere Einsparungen zwischen sechs und acht Millionen Franken. Wir haben also nur noch die Position festzulegen. Das alles ist noch nicht klar. Wir bitten Sie deshalb, den Vorschlägen der Finanzkommission zu folgen und das Versprechen des Bundesrates entgegenzunehmen, damit die entsprechenden Budgetpositionen nachträglich blockiert werden.

Im übrigen ist aber vom Bundesrat darauf aufmerksam gemacht worden, dass über das Budget keine strukturverändernde Militärpolitik gemacht werden soll, vor allem dann, wenn mehrjährige Bau- und Beschaffungsprogramme grundsätzlich in Frage gestellt werden könnten, zumal das Ausgabenwachstum beim Militärdepartement von 5,9 Prozent unter dem Wachstum des Bruttoinlandproduktes liegt und die Rüstattungs Ausgaben aus dem Vorschlag 1991 eingefroren worden sind. Die Gesamtausgaben des EMD wachsen nominell um 2 Prozent, was der Minderheit immer noch zuviel ist. Aber es bedeutet zumindest einen realen Abbau.

Ich möchte zum Schluss an die Adresse der Minderheit noch folgendes sagen: Die Erörterungen in der Finanzkommission haben deutlich gezeigt, dass sich mit Bezug auf die Rüstung und mit Bezug auf die Militärpolitik ein deutliches Umdenken abzeichnet. Die Abstriche, die ich erwähnt habe, sind ein Zeichen dafür. Aber ein weiteres Zeichen – das scheint mir noch wesentlicher zu sein – ist jenes, dass die Diskussionen über

die Kürzungsanträge in einem sehr sachlichen und sehr offenen Klima stattgefunden haben.

Es gab andere Zeiten, in denen solche Kürzungsanträge ganz anders aufgenommen worden sind. Das hat sich nach meiner Auffassung und auch nach Auffassung der Kommissionsmehrheit entscheidend geändert, indem über all diese Fragen sehr intensiv, sehr sachlich und auch sehr sorgfältig diskutiert wurde.

Ich bitte Sie im Namen der Mehrheit der Kommission – obwohl ich persönlich anderer Meinung bin –, die Anträge der Minderheit abzulehnen, der Mehrheit der Finanzkommission zuzustimmen und bei den bundesrätlichen und den Kommissionsvorschlägen zu bleiben.

Bundesrat Stich: Wir sprechen jetzt über den Hauptantrag von Herrn Rechsteiner und den Eventualantrag von Herrn Hubacher, nachdem der andere Antrag zurückgezogen worden ist.

Wir beantragen Ihnen, sowohl den Hauptantrag als auch den Eventualantrag abzulehnen. Nach dem Finanzplan hätte das Militärdepartement noch ein jährliches Wachstum von 5,9 Prozent gehabt. Der Bundesrat hat diese Zahlen des Finanzplanes korrigiert, und zwar nach unten. Wir sind für das Jahr 1991 162 Millionen Franken tiefer gegangen, für das Jahr 1992 341 Millionen, für 1993 731 Millionen und 1994 895 Millionen. Der Bundesrat hat im Militärdepartement für diese Vierjahresperiode somit Kürzungen von ungefähr 2 Milliarden Franken vorgenommen. Das ist sehr viel, denn Sie alle wissen, dass die Beschaffungen langfristig sind, dass man also langfristige Aufträge erteilen muss. Diese Reduktion hat zur Folge, dass wir in allen diesen Bereichen – bei den Bauten, bei Forschung und Entwicklung, beim allgemeinen Erneuerungsbedarf für persönliche Ausrüstungen und beim Rüstungsmaterial – auf dem Stand von 1990 stehenbleiben. Das bedeutet eine materielle Reduktion angesichts der Teuerung, die wir heute mit immerhin etwa 5 bis 6 Prozent, im nächsten Jahr vielleicht mit 4 Prozent anrechnen müssen. Dies kommt einer Ausgabenkürzung in diesem Umfang gleich. In Zukunft wird das Wachstum nominal nur noch 2 Prozent sein. Wenn wir mit einer Teuerungsrate von 2,5 Prozent rechnen, heisst das, dass im Grunde genommen das Budget und der Finanzplan rückläufig sind. Wir bitten Sie deshalb, diese beiden Anträge abzulehnen.

Dabei ist zu sagen, dass wir die Meinung von Herrn Hubacher in bezug auf die Osthilfe durchaus teilen. Es ist vermutlich notwendig, sehr rasch eine weitere Botschaft in bezug auf die Osthilfe auszuarbeiten. Da sind wir auch der Auffassung, dass es viel besser ist, möglichst dort zu helfen, statt nachher Flüchtlingsströme bewältigen zu müssen, die sich auf Westeuropa zubewegen. Aber insgesamt wird im Osten trotz allem eine schwierige Situation entstehen. Die Umstellung ist nicht sehr einfach, und es ist sehr wohl möglich, dass das Lebensniveau gegenüber vorher in nächster Zeit sogar noch weiter absinkt. Das ist für den Aufbau von demokratischen Systemen nicht besonders hilfreich und förderlich. Deshalb sind wir der Auffassung, dass man dieser Situation alle Aufmerksamkeit schenken muss und dass man damit auch etwas für die Sicherung des Friedens tut.

Ich bitte Sie, die beiden Anträge abzulehnen.

Präsident: Herr Weder-Basel hat seinen Antrag zugunsten des Antrages von Herrn Hubacher zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Kommission	108 Stimmen
Für den Antrag Rechsteiner	41 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Kommission	106 Stimmen
Für den Eventualantrag Hubacher	51 Stimmen

511 Stab der Gruppe für Generalstabsdienste

Antrag Steffen

3190.051 Abteilungsarbeiten	Fr. 23 900 000
-----------------------------	----------------

511 Etat-major du groupement de l'état-major général Proposition Steffen

3190.051 Travaux d'état-major

Fr. 23 900 000

Steffen: Mein Antrag steht in Zusammenhang mit Motion 1 der Puk EMD, welche den Bundesrat beauftragt, bis zur Herbstsession 1991 entweder gesetzliche Grundlagen für eine Widerstandsorganisation vorzulegen oder dem Parlament über den Abschluss der Auflösung der Organisation P-26 Rechenschaft abzulegen.

Der Bundesrat hat Stunden nach Erscheinen des Puk-EMD-Berichtes die Auflösung der Kaderorganisation P-26 beschlossen und in die Wege geleitet. Damit wird auch die letzte Forderung der Motion 1 wirksam, nämlich «für die im Dienste der Organisation auftrags- beziehungsweise arbeitsvertraglich beschäftigten Personen eine Weiterbeschäftigung im Dienste der Eidgenossenschaft oder eine angemessene Abgangsschädigung vorzusehen». Gemäss seiner Stellungnahme vom 23. November zum Puk-EMD-Bericht prüft der Bundesrat, ob und in welcher Form die Vorbereitung des Widerstandes im feindbesetzten Gebiet wieder aufgenommen werden soll, wobei er gegebenenfalls dem Parlament eine Vorlage mit den erforderlichen gesetzlichen Grundlagen unterbreiten wird.

Mit meinem Antrag, nämlich der Aufnahme von zusätzlichen 20 Millionen Franken unter der Rubrik «Abteilungsarbeiten», will ich die finanziellen Grundlagen für folgende aus dem Puk-Bericht abzuleitende Aufgaben des EMD schaffen, vorausgesetzt das Parlament folgt den Anträgen der Puk und dem Bundesrat. Diese Aufgaben sind übrigens aus meinen vorgängigen Bemerkungen ersichtlich, nämlich: Kosten für die Auflösung der Kaderorganisation, Kosten aus den Personaldispositionen inklusive Abgangsschädigungen, Kosten für die Studien des EMD zuhanden des Bundesrates (über die Fragen: Soll eine Widerstandsorganisation neu aufgebaut werden, und wie ist Geheimhaltung?), aber insbesondere auch die bis anhin fehlende parlamentarische Kontrolle sicherzustellen.

Ich ersuche Sie, diesem Antrag zuzustimmen; denn damit wird auch klar festgehalten, unter welchem Budgettitel bzw. Rechnungstitel finanzielle Aufwendungen des Bundes zur allfälligen Erfüllung der Forderungen des Puk-EMD-Berichtes zu verbuchen sind.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen. Wenn ich ihn richtig interpretiere, dann möchte er die Kredite um 20 Millionen Franken erhöhen, um die Widerstandsorganisation aufzulösen. Das scheint mir nicht sehr sinnvoll zu sein. Ich bin vielmehr der Auffassung, man könnte vielleicht irgendwo etwas einsparen, auch wenn wir in der nächsten Zeit vielleicht zusätzliche Kosten haben. Aber ich kann Herrn Steffen versichern, dass der Bundesrat im Moment nicht die Absicht hat, neue Berichte erstellen zu lassen, um eine solche Organisation auf einer rechtlichen Basis wiederaufzubauen. Diese Absicht hat der Bundesrat im Moment sicher nicht. Deshalb bitte ich Sie, diesen Kredit und diesen Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Steffen	Minderheit
Dagegen	offensichtliche Mehrheit

Antrag der Kommission

511 Stab der Gruppe für Generalstabsdienste

3200.009 Bauten

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Züger)
Fr. 369 000 000

516 Oberkriegskommissariat

3130.231 Verpflegung der Truppe

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 61 300 000

3150.221 Benützung von Truppenunterkünften

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 57 300 000

3170.201 Sold

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 84 900 000

3180.242 Bahntransporte der Truppe

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 44 100 000

541 Gruppe für Rüstungsdienste

3130.041 Munition für die Ausbildung

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 234 000 000

3210.001 Forschungs-, Entwicklungs- und Versuchsprogramm

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 165 000 000

3220.001 Persönliche Ausrüstung und Erneuerungsbedarf

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 487 400 000

3230.001 Rüstungsmaterial

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 1 600 000 000

Antrag Lanz

516.31, 541.31 Sachausgaben

Kürzung der Ausgaben um 8,3 Millionen Franken auf 5 234 721 000 Franken durch Streichung der Kredite für die Landsturmurse in den Rubriken Schulen und Kurse.

Proposition de la commission

511 Etat-major du groupement de l'état-major général

3200.009 Constructions

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Soleure, Leuenberger Moritz, Züger)

Fr. 369 000 000

516 Commissariat central des guerres

3130.231 Subsistance de la troupe

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Soleure, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 61 300 000

3150.221 Utilisation de cantonnements par la troupe

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Soleure, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 57 300 000

3170.201 Solde

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Soleure, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 84 900 000

3180.242 Transport de la troupe par chemin de fer

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Soleure, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 44 100 000

541 Groupement de l'armement

3130.041 Munition d'instruction

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Soleure, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 234 000 000

3210.001 Programme de recherche, de développement et d'essais

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Soleure, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 165 000 000

3220.001 Equipement personnel et besoin de renouvellement

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Soleure, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 487 400 000

3230.001 Matériel d'armement

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Carobbio, Hafner Rudolf, Leuenberger-Soleure, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 1 600 000 000

*Proposition Lanz**516.31, 541.31 Biens et services*

Ramener les dépenses à 5 234 721 000 francs (moins 8,3 millions) en bifant les crédits destinés aux cours de landsturm au chapitre budgétaire Ecoles et cours.

M. Carobbio, porte-parole de la minorité: Avant de motiver mes propositions, permettez-moi de protester et de souligner les anomalies de ce débat. Je comprends qu'il faut chercher à réduire le temps utilisé pour discuter de ce budget. C'est la raison pour laquelle j'avais demandé au président de me donner la parole tout de suite après les propositions individuelles, afin de motiver les prises de position de la minorité qui allaient à peu près dans la même direction et d'éviter un double débat. Tel n'a pas été le cas. Les deux rapporteurs ont déjà pris position sur les propositions de minorité. Maintenant, j'y reviens. Je regrette de vous faire perdre du temps, mais je dois dire que cela n'est pas sérieux car nous sommes en train de voter un budget qui engage la Confédération pour des milliards. Il faudrait tout de même l'examiner avec un peu plus d'attention. La minorité, en opposition avec ce que le président de la Commission des finances a souligné dans son intervention à propos des deux propositions Reichsteiner et Hubacher, retient que, tout en tenant compte des préoccupations exprimées par M. Coutau quant à la situation qui n'est pas encore définie dans tous ses aspects au niveau international, il existe des raisons et des possibilités concrètes de prendre des mesures pour limiter les dépenses militaires.

Il y a trois arguments qui justifient les propositions particulières présentées par la minorité dans les divers chapitres et que j'expliquerai ultérieurement. La première motivation est celle qui a un caractère général. Elle a déjà été exposée à cette tribune. Le contexte international s'est profondément modifié. Il me semble correct, sans rien mettre en danger, que le Département militaire conduise une politique de contraction des dépenses ou en reste au moins au niveau du budget de 1990, ce qui n'est pas le cas malgré certaines réductions.

Le deuxième argument qui justifie les propositions de la minorité est le suivant. Dans la Commission des finances on a longuement discuté pour chercher à contenir la croissance des dépenses au niveau de celle du produit national brut. S'il y a un domaine où on peut agir concrètement dans ce sens, c'est précisément au Département militaire, avec des propositions comme celles présentées par la minorité visant la correction concrète des postes budgétés.

Le troisième argument résulte de la Commission d'enquête parlementaire sur le Département militaire. Elle a démontré que des postes dans le budget ont été adoptés en dehors de tout contrôle du Parlement et que certains, vu la décision du Conseil fédéral de démanteler la P-26, ne se justifient plus du tout. En proposant certaines réductions le Parlement donne un signe concret indispensable à l'adresse du Département militaire et indiquera la direction que le Parlement veut prendre pour les prochaines années à commencer par 1991. Il est nécessaire car on a l'impression qu'on n'en est malgré tout pas encore à prendre acte de la nouvelle situation.

Permettez-moi de motiver les propositions de détail de la minorité qui concernent précisément des réductions au poste des constructions et au poste du Groupement de l'armement. Je reviendrai brièvement après sur les propositions de la minorité concernant le Commissariat central des guerres, en particulier sur la question du Landsturm. Pour l'instant, j'émet les considérations suivantes. En ce qui concerne le Groupement de l'armement, les réductions que je propose notamment aux postes équipement personnel et besoins de renouvellement et matériel d'armement tiennent compte, d'une part, de la nécessité de freiner la croissance des dépenses de manière plus accentuée que celle appliquée par le département et, d'autre part, de l'obligation de prendre une décision au sujet des dépenses concernant le service secret.

J'ai entendu la déclaration de M. le Conseiller fédéral Stich qui a donné l'assurance que le Département des finances bloquera ces dernières. C'est satisfaisant et je le remercie de cette décision. Mais, compte tenu de la discussion autour de ce problème, j'estime que cette assurance doit être accompagnée

d'une décision précise du Parlement qui doit réduire les postes dans lesquels, à son insu, et, dans une certaine mesure, aussi à l'insu du Conseil fédéral et du Département des finances, on a puisé pour financer une organisation secrète. C'est précisément ce poste qui est concerné. Il n'apparaît pas clairement – c'est d'ailleurs un problème dont on devrait discuter dans le budget, même entre membres de la Commission des finances. La Commission d'enquête a démontré qu'environ 11 millions utilisés en 1989 pour la P-26 provenaient en particulier des rubriques concernant la subsistance de la troupe, la solde et notamment l'équipement personnel ainsi que les besoins de renouvellement.

Si le Conseil fédéral a justement décidé de démanteler cette organisation, il est de notre devoir en tant que Parlement de bloquer immédiatement la possibilité d'utiliser ces moyens et de soutenir, en opérant une réduction des dépenses, la volonté du Département des finances de ne plus octroyer de crédits à cette fin. C'est la signification de ma proposition qui souhaite ramener le poste concernant les équipements personnels au chiffre budgété en 1990. Voilà en ce qui concerne le financement de l'organisation secrète P-26.

D'autre part, j'ai proposé des réductions concernant la munition d'instruction.

Suite à la nouvelle situation, le Conseil fédéral a parlé plusieurs fois de réduire les activités militaires. Ainsi, il a déjà renoncé à convoquer les troupes du Landsturm pour l'année 1991. Toutefois, en prenant connaissance du budget pour l'an prochain, on constate que les dépenses pour la munition continuent d'augmenter sans raison. Je vous propose donc d'en rester au montant de l'année 1990. Il en est de même en ce qui concerne le programme de recherche. Si vous contrôlez en détail le programme de ces projets de recherche, vous constaterez que certains de ceux-ci peuvent être discutés dans le cadre de la réorganisation du Département militaire et de l'activité de l'armée. En ce qui concerne le matériel d'armement, et étant donné la volonté de réorganisation du département, il serait judicieux de ralentir les dépenses d'armement, malgré les décisions du Parlement. Je ne pense pas que l'on mette en danger la force de notre armée en diminuant les dépenses de la Confédération, en particulier en ce qui concerne le matériel d'armement.

Pour terminer, la proposition de réduire d'un million le poste concernant les constructions sur un budget de 5 milliards pourrait paraître risible. Pourtant, ce n'est pas le cas. En effet, cette réduction concerne le premier crédit utilisé en vue de la construction de la place d'armes d'Herisau. C'est vrai, le Parlement a voté ce crédit, mais c'est aussi vrai qu'il y a une initiative populaire qui a été lancée, qui a abouti et qui demande de stopper la construction de nouvelles places d'armes et en particulier celle d'Herisau. Dans ces conditions, il me semble que le moins que l'on puisse faire c'est de ne pas engager d'opération dans cette direction, jusqu'au moment où le Parlement aura pris position sur cette initiative.

Pour conclure, par ses propositions, la minorité de la commission démontre qu'il est possible de réduire plus fortement les dépenses proposées par le Département militaire sans pour autant mettre en discussion le principe de la défense. On pourra ainsi mieux tenir compte des nouvelles réalités internationales et intérieures et, surtout, tirer les premières conclusions correctes face aux abus en matière de financement des organisations secrètes, en particulier de la P-26.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à voter les propositions de la minorité.

Wyss Paul: Es ist tatsächlich so, dass ich einen Teil meiner Ausführungen auch im ersten Teil hätten abgeben können. Sie überschneiden sich teilweise jetzt mit dem zweiten Teil. Aber ich glaube, man kann nicht genügend darauf hinweisen, wovon wir hier überhaupt sprechen.

Es scheint mir einfach, dass die ganze Diskussion um Kürzung von Militärausgaben nachgerade dazu führt, dass wir darüber nachdenken müssen, ob wir ein Haus abbrechen wollen, für das wir noch gar keine Abbruchbewilligung haben. Die stärksten Befürworter dieses seltsamen Vorgehens sind aus-

gerechnet jene Kreise, die sonst so unheimlich darauf bedacht sind, dass der Staat den Buchstaben des Gesetzes und der Verordnungen mit Akribie überwacht. Weshalb jetzt plötzlich anders? Weshalb will man jetzt im Zusammenhang mit dem Budget der Militärausgaben das Kind mit dem Bad ausschütten, obwohl dieses Kind noch gar nicht in der Wanne sitzt? Gut, ich akzeptiere, dass die Wahlen von 1991 ihre Schatten vorauswerfen. Die Positionen sind heute morgen bei der ersten Abstimmung bereits klar aufgezeigt worden.

Das vom Bundesrat neu festgelegte Budget – ich gehe nicht auf die einzelnen neuen Positionen ein, die dann noch zur Diskussion stehen – ist unter Berücksichtigung der augenblicklichen internationalen Lage entstanden.

Ich meine, dass dieser Aspekt durchaus angemessen ist und mitberücksichtigt werden muss. Wir dürfen aber auf der andern Seite nicht meinen, unsere Armee sei eine Eintagsfliege, der man quasi von Woche zu Woche laufend sich widersprechende Aufgaben und Ziele zuordnen könne; schon gar nicht, wenn wir diese noch nicht kennen. Das Armeeleitbild 95 ist jetzt in Bearbeitung, und ich bin der erste, der dafür plädiert, dass die neue Lage in Europa mitberücksichtigt wird; ich sage Europa, denn es gibt ja bekanntlich noch andere Krisenherde, die nicht direkt Einfluss haben – wenigstens im Moment nicht. Bis 1995 sind es aber noch 5 Jahre, und es sind leider noch lange nicht alle Probleme ausgestanden; ich denke an mögliche Bürgerkriege, an grosse Immigrationsströme usw. In den nächsten fünf Jahren werden wir also alle damit verbundenen Kosten – ich denke dabei nicht zuletzt an die Löhne des Militär-bundespersonals – zu begleichen, ja gemäss Index auch noch zu erhöhen haben. Oder sollen wir jetzt schon von einem Tag auf den andern dieses Personal abbauen?

Das vorgeschlagene Budget ist gekürzt, Herr Bundesrat Stich hat es bereits gesagt. Vielleicht machen wir politisch einen Fehler, dass wir das der Presse und dem Ausland nicht deutlich mitteilen. Was wir gemacht haben, ist bereits ein Abbau, das möchte ich hier einmal in aller Deutlichkeit sagen. Wenn dann noch Kosten wegfallen – ich spreche vom Budget des nächsten Jahres, wie es von den Kommissionssprechern zur «Geheimarmee» und zu den Landsturm Kürzungen gesagt worden ist –, kann unser Finanzminister froh sein, einmal eine positive Differenz aufzuzeigen, d. h. wenn die Ausgaben tiefer sind als das Budget. Diesen kleinen Sieg, Herr Bundesrat Stich, gönnen wir Ihnen gerne.

Eine weitere Bemerkung: Die eigentlichen Rüstungsausgaben müssten mit diesem Bundesratsbudget schon jetzt dezimiert werden; das heisst doch nichts anderes, als dass schon jetzt die zur Abwehrbereitschaft notwendigen Anschaffungen nicht mehr getätigt werden könnten. Dies offensichtlich in der irrigen Meinung, unsere Nachbarn hätten die Abrüstung bereits eingeleitet; das stimmt nicht. Zweifellos bauen die Nachbararmeen ab, aber erstens beim Personal und zweitens bei veralteten Ausrüstungen und Waffensystemen. Das haben die letzten KSZE-Verhandlungen mit aller Deutlichkeit aufgezeigt, wenn sie die Details nachlesen; wir haben auch diesbezügliche Informationen.

Dürfen wir Schweizer also unter diesem Lichte betrachtet in einer Nacht- und Nebelaktion quasi den Bettel hinschmeissen und gegen jede Vernunft, nach der Salamatik, einfach unbe-sehen streichen? Denken wir auch an unsere Wehrfrauen und Wehrmänner. Haben sie nicht das Recht auf eine moderne, zeitgemässe Ausrüstung? Steigt damit nicht auch deren Motivation? Sind wir nicht gerade im Hinblick auf die auch bei uns zu erwartende Truppenredimensionierung sogar schon heute zwingend darauf angewiesen, unsere Wehrleute optimal auszurüsten?

All diese Fragen führen dazu, dass wir von langfristigen Problemen sprechen müssen.

Ich habe Vertrauen in den Bundesrat, dass er Massnahmen vorschlagen wird. Wenn nicht, werden wir – auch unsere Partei – in dieser Richtung stossen. Ich betone noch einmal: Am 26. November 1989 haben zwei Drittel der Schweizerinnen und Schweizer unmissverständlich ja gesagt zu unserer Armee. Für mich ist dieser Volkswille bindend. Ich appelliere deshalb an Sie, diesen Willen zu respektieren und dem vorgelegten Militärbudget zuzustimmen.

Feigenwinter: Wir reden jetzt über die Kürzung einzelner Posten; beim Militärbudget haben wir vorher über eine generelle Reduktion abgestimmt. Das Prozedere zwingt mich, dazu doch einige generelle Überlegungen zu machen. Ich gehe von einer Erfahrung aus, die ich gerade gestern machen durfte; ich führte ein Gespräch in meiner Eigenschaft als Präsident der Militärkommission des Nationalrates mit dem Vizepräsidenten des Militärausschusses des Obersten Sowjets, der sich gegenwärtig an den Start-Verhandlungen in Genf befindet, welche die UdSSR und die USA ja bilateral führen. Eine seiner ersten Fragen war: Wie hält es die Schweiz mit der Frage der Abrüstung der Offensivwaffen? Er hat anscheinend meine Antwort schon im voraus gekannt, dass wir nie Offensivwaffen besessen haben und auch nie besitzen werden, weil wir der Meinung sind, die Verteidigungsbereitschaft eines Landes sei zu erhalten und nicht seine Angriffsfähigkeit.

Das ist ja das, was Gegenstand aller Abrüstungsverhandlungen auf der Welt ist, sei es nun im Rahmen der KSZE-Verhandlungen, sei es bilateral unter den beiden Grossmächten. Man will auf dieses tödliche Potential der Angriffswaffen verzichten, nicht nur im nuklearen Bereich, wo ein absolut wahnsinniges, tödliches Waffenarsenal immer noch vorhanden ist, das abgebaut und vernichtet werden muss, sondern auch im Bereich der konventionellen Waffen, Ausrüstungen und Stärken der Armeen, die einen Angriff auf einen äusseren Feind überhaupt erlauben. Dieser Abbau wird angestrebt, und dem ist gut so; das ist eigentlich das Erfreuliche an dieser neuen sicherheitspolitischen Situation, nicht nur für die Schweiz, sondern für die ganze Welt.

Das Recht jedes Staates, sich zu verteidigen zu können, wird von niemandem in Abrede gestellt. Auch die USA denken nicht daran, ihre Armee aufzugeben, so wenig wie die Sowjetunion. Der Golfkonflikt beweist, dass es notwendig ist, dass man ein Potential hat, das eingesetzt werden kann, wenn ein oder mehrere Staaten dieser Welt sich nicht mehr an die Rechtsregeln halten. Aber wir geben für unsere Verteidigungsbereitschaft im Moment 2 Prozent des Bruttosozialproduktes aus; die Sowjetunion wendet dafür zwischen 16 und 20 Prozent auf, das kann die Sowjetunion nicht mehr durchhalten, das ist für sie und ihre ganze Wirtschaft existenzbedrohend. Da muss abgebaut werden. Das wissen die Sowjetrussen, ebenso wie es die Amerikaner wissen.

Wir sind in einem Rahmen, der vernünftig ist, und wir sind bestrebt abzubauen – wie Sie dem Finanzplan entnehmen können – in Richtung auf eine noch stärkere Verkleinerung des Militärbudgets. Wenn Sie die Teuerung einrechnen, wird das Militärbudget bis 1994 um rund 20 Prozent real abnehmen. Es hat ja schon in den vergangenen Jahren und jetzt gegenüber dem letzten Jahr real abgenommen, weil in diesem Budget auch die Löhne der Angestellten enthalten sind. Ich glaube, dass diese den Teuerungsausgleich erhalten; wenn wir hier anders beschliessen würden, würden sich diejenigen, die nun für eine Kürzung eintreten, gegen eine Kürzung einsetzen. Das muss man im Auge behalten.

Nun werden einzelne Schritte vorgeschlagen. Ich finde das ein bisschen bemüht. Wir haben erst im vergangenen Sommer, glaube ich, darüber abgestimmt – in diesem Rat und auch im Ständerat –, dass der Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen gebaut werden soll. Nun kommt man wieder und versucht, auf diese Art und Weise störend einzuwirken. Ich glaube, so geht das nicht. Nadelstiche sind an sich nicht gefährlich, aber wenn man sie immer und immer wieder ansetzt, werden sie zumindest lästig. Auf keinen Fall sind sie dazu angetan, mit diesen Fragen eine Zusammenarbeit – die sicher angebracht ist – oder die äussere Hilfe an die Staaten, die im Osten in Schwierigkeiten geraten sind – hier stimme ich mit Herrn Hubacher überein –, zu fördern. Wir müssen internationale Solidarität gegenüber den Ostländern an den Tag legen. Herr Bundesrat Felber wird nächste Woche in die Sowjetunion reisen; ich bin kein Hellseher, wenn ich hier voraussage, dass sich auch die Schweiz an diesen international angezeigten Hilfsmassnahmen beteiligen muss, aber sicher nicht auf Kosten unserer eigenen Verteidigungsbereitschaft.

Ich bitte Sie deshalb, alle diese Anträge abzulehnen.

Rechsteiner: Wenn man den Herren Wyss und Feigenwinter zuhört, könnte man meinen, es hätte sich nichts verändert in Europa, was die sicherheitspolitische Frage betrifft, aber auch nichts verändert, was die Haltung des Schweizer Volkes zur Armee betrifft. Zwar trifft es zu, dass eine Mehrheit des Schweizer Volkes im letzten November die Initiative zur Abschaffung der Armee abgelehnt hat. Aber ebenso ist es klar und unbestritten, dass eine erdrückende Mehrheit des Schweizer Volkes bei den Militärausgaben sparen und beispielsweise keine neuen Waffenplätze bauen will. Diesem Volkswillen muss beim Militärbudget 1991 Rechnung getragen werden. Sie haben es nicht getan bei den Anträgen auf globale Kürzungen. Bei den jetzigen Anträgen auf spezielle Kürzung bei verschiedenen Positionen werden Sie mindestens Ihre Haltung noch einmal überdenken müssen.

Ich möchte Ihnen zunächst empfehlen, dem Minderheitsantrag zu den Bauten – es geht um die vom Betrag her eher lächerliche Kürzung um eine Million Franken – zuzustimmen. Es geht um den Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen. Dieser Waffenplatz ist im Juni mehrheitlich beschlossen worden. Seither hat sich aber Entscheidendes verändert. Zunächst ist eine Volksinitiative zustande gekommen. Sie wird in einer bis zwei Wochen eingereicht. 100 000 Unterschriften sind in einer Rekordzeit von nur vier Monaten von einer regionalen Oppositionsgruppe gesammelt worden. Das zeigt, dass heute ein solcher Waffenplatz an der Urne keine Mehrheit mehr finden wird. Es braucht den Respekt vor den Volksrechten, den Respekt vor der Demokratie auch beim EMD. Das heisst, es darf jetzt nichts gebaut werden, es dürfen keine weiteren Ausgaben getätigt werden, bis diese Frage politisch, an der Urne, entschieden ist.

Zweites Element: Wir haben heute einen faktischen Baustopp. Die St. Galler Regierung war nicht mehr bereit, im September für die Wiederaufnahme der Arbeiten Polizeischutz zu gewähren. Wir haben heute einen faktischen Baustopp in Neuchlen-Anschwilen. Das kommt auch dadurch zum Ausdruck, dass heute nur noch Planungsarbeiten im Budget eingestellt werden. Es wäre aber nur konsequent, jetzt auch die Ausgaben für Planungsarbeiten zu beenden.

Neuchlen ist das Kaiseraugst des EMD, das steht heute bereits fest. Kaiseraugst wurde politisch erledigt, allerdings, Herr Bundesrat Stich, sehr teuer erledigt mit 350 Millionen Franken. Die Lehre aus Kaiseraugst müsste ja auch heissen, dass es zugunsten der Steuerzahlerinnen und Steuerzahler darum ginge, ein solches Problem finanziell möglichst günstig zu erledigen. Das Geld für Planungsarbeiten für Neuchlen-Anschwilen ist zum Fenster hinausgeworfen. Das verträgt sich nicht mit einer sorgfältigen Haushaltsführung. Deshalb bitte ich Sie, diesem Antrag zuzustimmen.

Was die Anträge zu den Positionen 516 und 541 betrifft, empfehle ich Ihnen namens der sozialdemokratischen Fraktion, der Minderheit Carobbio zuzustimmen. Einerseits geht es um den Landsturm. Der Bundesrat hat – das ist erfreulich – einem Vorstoss unseres Kollegen Lanz zugestimmt. Es ginge aber auch darum, in finanzieller Hinsicht die Konsequenzen daraus zu ziehen, dass die Landsturmkommissionen nicht mehr durchgeführt werden.

Ich möchte Herrn Bundesrat Stich fragen, ob dafür nicht auch die Kredite gesperrt werden müssten, wie er es zu den Krediten für die Geheimmarmee vorgeschlagen hat. Es wäre aber Aufgabe des Parlamentes, selber den Entscheid zu treffen, die Kredite für den Landsturm zu streichen, wie es dem Sinn des Vorstosses von Herrn Lanz entspricht.

P-26: Ich möchte einfach noch darauf hinweisen, dass Herr Carobbio genau erläutert hat, dass kritische Positionen in den Kreditposten zu 541 enthalten sind. Es geht nicht an, dass wir als Parlament jetzt Kredite für die illegalen Organisationen beschliessen. Etwas scheint mir besonders delikant: Herr Ständerat Cavelti hat gestern vor dem Ständerat ausgeführt, dass es sich um illegale Kredite handelte, wobei sich auch die Frage der strafrechtlichen Verantwortung und der Mitverantwortung des Parlamentes stellte. Es kann heute unter diesem Gesichtspunkt nicht angehen, noch Kredite für die Geheimmarmee, für P-26, zu beschliessen. Es geht dabei nicht um eine Nacht- und Nebelaktion, wie es Herr Wyss Paul ausgeführt hat. In Nacht

und Nebel hat die Geheimmarmee gehandelt. Wir tagen jetzt vormittags um 10.40 Uhr. Wir müssen den Tatsachen nüchtern ins Auge schauen. Das heisst, dass solche obskuren Kredite heute nicht mehr bewilligt werden dürfen.

Frau Grendelmeier: Wir besprechen das Budget. Es entspricht einer urhelvetischen Tugend, dass man sparsam ist auch da, wo man zu den eher gutbemittelten Leuten gehört. Persönlich bin ich nicht der Ansicht, dass Sparen an sich schon eine visionäre Bedeutung haben muss. Sparen ist ein Instrument, das ermöglicht, dass genügend Geld vorhanden ist für wichtige Dinge. Das entspricht durchaus der bürgerlichen Philosophie. Merkwürdig ist nur, dass es im Bereich des Militärs offenbar schwerer fällt, echte Kürzungen zu beschliessen. Da wir kein Finanzreferendum haben – dieses ist ein altes Postulat des Landesrings – und auch kein Rüstungsreferendum, also das Volk bei der Entscheidung über solche Ausgaben ausschliessen, müssen wir Parlamentarier diese Aufgabe übernehmen; in meinen Augen ein nicht sehr demokratischer Vorgang, aber es ist nun einmal so. Die Bürgerlichen haben selber einen ersten Schritt gemacht und finden nun auch – das ist sehr erfreulich –, dass man auch in diesem Bereich eine neue Philosophie entwickeln muss, denn die Rüstungsphilosophie leitet sich letztlich aus der Sicherheitsphilosophie ab.

Erlauben Sie mir, eine Klammer aufzumachen. Ich bitte zum x-ten Mal, nicht mehr von «guten» Waffen und von «bösen» Waffen zu reden. «Gute» Waffen sind die, die verteidigen, und «böse» die, die töten. Alle Waffen haben nur einen Sinn: sie töten! Hören Sie auf mit dieser heuchlerischen Unterscheidung. Wenn wir glaubwürdig sein wollen und einsehen, dass sich im europäischen Umfeld sehr viel geändert hat, müssen wir hier konsequent sein und kürzen.

Wir hätten vom Landesring her eine Globalkürzung vorgezogen, aber wir sehen nicht ein, warum man dann der Minderheit nicht zustimmen soll, die noch ein Schritchen weitergeht. Es ist nicht alle Welt, aber es zeigt, dass wir bereit sind, wenn wir schon kürzen, auch da zu kürzen. Denn es wird sich einiges ändern in diesem Europa; da können wir unser Geld besser einsetzen als für Waffen.

Hafner Rudolf: Zuerst zur Position Bauten: Der Kürzungsantrag der Kommissionsminderheit nennt eine Million Franken, die ein Objekt des geplanten Waffenplatzes Neuchlen-Anschwilen betrifft. Ich will nicht über Sinn und Zweck dieses Waffenplatzes sprechen, sondern Sie nur darauf aufmerksam machen, dass in dieser Gegend die betroffene Bevölkerung sehr rasch reagiert hat. Sie hat demokratisch reagiert, sie hat Unterschriften für eine Initiative gesammelt, und zwar in Rekordzeit.

Vor einigen Monaten haben Sie beschlossen, dass dieser Waffenplatz gebaut werden soll, ohne unsere Stimmen. Ich bitte Sie zu beachten, dass die Ausgangssituation jetzt doch eine wesentlich andere ist und dass die demokratischen Gepflogenheiten es erfordern, dass man, wenn eine Initiative gestartet worden ist, das berücksichtigt und nicht präjudiziert.

Zu den Positionen Oberkriegskommissariat und Gruppe für Rüstungsdienste: Die Anträge der Kommissionsminderheit haben zum Teil linearen Charakter. Unsere Fraktion hat Mühe mit den linearen Kürzungen. Beim Posten Rüstungsmaterial sind wir jedoch der Auffassung, dass hier noch ein gewisser Spielraum gegeben ist. Ich erinnere Sie daran, dass man die Flugzeugbeschaffung zurückgestellt, aber dafür die Gewehre und neue Stiefel eingesetzt hat. Allein in diesem Faktum sehen Sie, dass man etwas vorgezogen hat, dass die zeitliche Dringlichkeit nicht in diesem Masse gegeben ist. Glauben Sie ernsthaft, dass die Wehrbereitschaft der Schweizer Armee mit neuen Stiefeln wesentlich erhöht würde?

Ich möchte diese Position auch unter einem finanzpolitischen Gesichtspunkt sehen. Ich bitte Sie, wenn dieses Budget verbessert werden muss – und aufgrund der Eintretensdebatte kann kein Zweifel daran bestehen, dass dieses Budget verbesserungswürdig ist –, beim Rüstungsmaterial ein Zeichen zu setzen.

M. Leuba: Comme l'ont déjà fait observer d'autres orateurs, la manière dont le débat a été divisé m'oblige à faire quelques remarques d'ordre général.

Tout d'abord, en fonction des propositions de diminution du budget militaire, on se trouve dans la situation dans laquelle les idéologues – et c'est classique – prennent le monde pour ce qu'ils voudraient qu'il soit et non pas pour ce qu'il est, malheureusement.

D'autre part, ce qui est avantageux dans l'intervention de M. Hubacher, c'est qu'il peut utiliser les mêmes expressions pour des situations différentes. En effet, on parle toujours de révolution démocratique. Comme on parle de la révolution de l'année 1989 dans les pays de l'Est, on parlait précédemment de révolution démocratique pour expliquer ce qui s'était passé dans les années cinquante dans ces pays. C'est toujours le même terme mais pas toujours la même situation.

J'en reviens plus exactement au budget militaire. Il faut ouvrir les yeux sur ce qui se passe réellement dans les pays qui nous entourent et dans le monde en général. Il y a sans doute une diminution des effectifs, mais l'URSS continue à produire des tanks et des avions. J'admets volontiers que la menace n'est plus ce qu'elle était pour d'autres motifs – qui ont d'ailleurs été mentionnés ici – à savoir que la complète désorganisation des pays dont on admirait tant l'économie conduit aujourd'hui au fait que le rouleau compresseur soviétique que l'on pouvait craindre à juste titre il y a quelques années aurait beaucoup plus de peine à se mettre en marche aujourd'hui.

Nous sommes dès lors prêts, le Conseil fédéral l'a indiqué dans son rapport sur la politique de sécurité, à effectuer une nouvelle appréciation de la demande et à restructurer notre armée en fonction de la nouvelle appréciation de la menace. Néanmoins, nous devons avoir une vue générale. Nous ne pouvons pas, dans le débat sur le budget, soustraire 2 millions ici, 10 millions là, et demander au Conseil fédéral de se débrouiller. Ce qu'il faut faire, c'est réformer notre armée comme cela est envisagé dans le plan «Armée 95» et, ensuite, adapter le budget aux nécessités de cette armée.

Il est en effet curieux que la gauche, très souvent, demande de fixer d'abord les lignes politiques et de se donner ensuite les moyens de mener cette politique, alors que pour l'armée il faudrait faire l'inverse, soit supprimer les moyens et ensuite fixer la ligne politique en fonction des moyens mis à disposition.

En ce qui concerne plus précisément la place d'armes de Neuchâten-Anschwilien, je rappelle que la démocratie implique d'abord le respect des règles légales et qu'une initiative populaire n'a pas d'effet suspensif. Une expérience toute récente le prouve, celle de l'initiative dite du «Trèfle à quatre». En effet, à l'époque on a dit: «étant donné l'initiative «Trèfle à quatre», vous ne pouvez pas construire ou effectuer des travaux préliminaires pour les routes nationales». Or, vous avez constaté ce que le peuple a fait de cette initiative, et combien cette idée était erronée! Ne recommençons donc pas en invoquant un argument analogue en ce qui concerne la place d'armes. Des règles sont à respecter, et l'initiative n'a pas d'effet suspensif. Par conséquent, le Département militaire, comme une partie de la population locale le désire d'ailleurs, doit poursuivre les travaux nécessaires.

Enfin, j'estime que l'on fait un très mauvais procès au Département militaire, dans la mesure où l'on prétend qu'il ne tient pas compte de la nouvelle situation politique. Il faut rappeler que l'augmentation du budget militaire est de 1,8 pour cent pour 1991, avec un taux d'inflation estimé pour le budget général de la Confédération à 4,5 pour cent. Il n'est pas nécessaire d'avoir fait des études supérieures en mathématiques pour en déduire très logiquement qu'en réalité les dépenses militaires diminueront en Suisse durant l'année 1991. Je rappelle que le taux d'augmentation du budget général de la Confédération est de 7,4 pour cent et que, par rapport à ce chiffre, le 1,8 pour cent démontre clairement que l'effort du Conseil fédéral a été porté sur d'autres points.

Par conséquent, le groupe libéral vous recommande de voter les propositions de la majorité de la commission.

Hubacher: Herr Paul Wyss hat sehr pauschal die Anträge Carobbio damit abgelehnt, das sei eine Nacht- und Nebelaktion.

Er erinnerte daran, man könne jetzt den Bettel nicht einfach hinschmeissen, wobei er mit dem Bettel offenbar die Armee bezeichnet hat. Er erinnerte an die Abstimmung 26. November 1989, die er als glasklares Votum für die Politik interpretiert, wie sie hier von der Mehrheit vertreten wird.

Ich möchte für die sozialdemokratische Fraktion sagen: Es ist jetzt 5 vor 11, also weder Nacht noch Nebel. Als Nacht- und Nebelaktion – hier haben wir den Hintergrund für den Antrag Carobbio – würde ich bezeichnen, was unter den Pseudonymen P-26 und P-27 passiert ist. Darüber sind wir jetzt orientiert worden. Genau solche versteckten Beschaffungen, Kredite möchte Herr Carobbio aus Sicherheitsgründen weghaben.

Aber es ist keine Rede davon, Herr Wyss, dass wir den Bettel hinschmeissen, wobei wir die schmale Grundlage, die Sie benutzen – den 26. November 1989 –, nicht mit Ihnen teilen möchten. Ich darf daran erinnern, dass drei Viertel der Auszugstruppen für die Abschaffung der Armee gestimmt haben. Bei allem ehrenwerten Respekt vor der älteren Generation glaube ich doch, dass Sie mit der Rentnergeneration im militärischen Ernstfall die Schweiz kaum mehr verteidigen könnten. Wie alle seriösen Meinungsumfragen zeigen, ist es kein Geheimnis, dass eine überwiegende Mehrheit der Stimmberechtigten der Meinung ist, es müsse mehr gespart werden, auch im Bereich EMD. Das ist der Sinn der Anträge.

Zum Schluss: Herr Wyss hat gesagt, die Abrüstung der uns umgebenden Staaten sei noch gar nicht im Gang, also bestehe sozusagen keine Veranlassung, schon gar keine moralische oder staatspolitische Verpflichtung, dass wir ein Abrüstungssignal setzen müssten. Erstens kommt die Schweiz in solchen Dingen immer zu spät. Es wäre nicht verboten, als neutrales kleines Land einmal ein Signal zu setzen, das beachtet würde, nämlich helfen statt rüsten, wie ich vorhin ausführte. Zweitens ist das neue Deutschland vertraglich verpflichtet, eine Armee mit nicht mehr als 370 000 Mann zu haben, zahlenmässig weitaus weniger als die schweizerische Armee. Wenn wir so weitermachen, haben wir bald einmal die stärkste Armee in Europa. Wollen wir das?

Ich meine, die neue Friedens- und Sicherheitspolitik wäre für uns eine Chance, nicht auf-, sondern abzurüsten und Europa zu zeigen, dass diese Schweiz lebendig ist und nicht aus Betonköpfen besteht. Hier gibt es zu viele Betonköpfe, die uns immer noch die alte Leier vorpredigen, die nicht zur Kenntnis nehmen, dass sich vieles im In- und im Ausland geändert hat und die derart marginale Anträge schon wieder zur Gretchenfrage hochstilisieren.

Ich bitte Sie, den Anträgen zuzustimmen.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Wyss Paul: Herr Hubacher, für mich sind zwei Drittel zu einem Drittel ein Mehrheitsentscheid, und wir müssen lernen, damit zu leben. Ich bestreite nicht – ich habe genügend Anhaltspunkte; ich kenne genügend junge Leute –, dass die Frage der Armee ganz anders behandelt werden muss, als wir das früher gemacht haben. Wir müssen neue Wege suchen. Aber heute sprechen wir vom Budget und nicht von etwas anderem. Noch zu einem zweiten Punkt: Mehrere Male ist heute das Wort «Geheimarmee» gebraucht worden. Es heisst im Puk-Bericht aber nicht «Geheimarmee», sondern deutlich «Widerstandsorganisation». Es wird versucht, mit Wörtern Emotionen zu schüren, und das brauchen wir im jetzigen Moment nicht!

M. Coutau, rapporteur: Nous arrivons maintenant au détail des propositions de M. Carobbio et je peux vous donner les avis que la Commission des finances, dans sa majorité, a pris. Tout d'abord, pour le premier poste que M. Carobbio demande de réduire de 1000 francs, il s'agit de la place d'armes de Herisau et la commission vous recommande par 11 voix contre 5 de rejeter cette proposition.

En ce qui concerne le Commissariat central des guerres, nous discuterons encore d'une proposition Lanz et, par conséquent, je réserve l'avis de la majorité sur ce sujet.

Pour le Groupement de l'armement, la commission vous recommande, par 9 voix contre 7, de rejeter les propositions de

M. Carobbio. A ce sujet, j'aimerais faire encore quelques remarques.

Premièrement, dans ce projet de budget, certaines dépenses d'investissement ont d'ores et déjà été réduites, mais il faut bien se rendre compte que, en ce qui concerne les constructions en cours, il n'est pas possible d'interrompre les travaux du jour au lendemain. Par conséquent, un certain délai doit s'écouler entre la décision de contracter les dépenses du Département militaire fédéral et la réalisation financière qui pourrait en résulter. Autre élément: le projet de diminution des effectifs consacrés à la défense nationale, conformément au projet «Armée 95», aura des conséquences sur les constructions et sur l'équipement. En effet, pour que l'armée reste crédible avec des effectifs réduits, il en résultera nécessairement une augmentation de la technicité de cette armée et, par conséquent, de ses équipements. Enfin, j'aimerais signaler que la défense nationale et l'armée en particulier effectuent des travaux dans l'intérêt de la politique régionale. Je ne sais pas très bien si un certain nombre de nos collègues qui peuvent compter aujourd'hui sur l'apport économique des travaux effectués par l'armée dans leur région seront prêts à voir disparaître ces activités.

Deuxièmement, un certain nombre de travaux sont également effectués par l'armée dans l'intérêt de la protection de l'environnement. Des programmes de développement pour la protection de l'environnement sont en cours dans le domaine militaire et certains travaux figurent dans les chiffres inscrits dans le budget du Département militaire fédéral.

Troisièmement, des travaux sont également nécessaires dans l'intérêt de l'entretien des équipements. Il est évident que si ces derniers, coûteux, techniquement très développés, ne sont pas soigneusement entretenus, ils deviendront rapidement inutilisables. Par conséquent, les dépenses pour l'entretien des équipements ne peuvent guère être réduites.

Nous reviendrons sur la proposition Lanz tout à l'heure, et je vous recommande donc, avec la majorité de la commission, de rejeter les propositions Carobbio.

Un mot encore en ce qui concerne les propositions qui sont en relation avec la Commission d'enquête parlementaire: nous y avons fait allusion lors de la séance de commission. J'ai émis une remarque personnelle sur le fait que nous ne devons pas prendre de décision prématurée à cet égard, lors de l'examen du budget, puisqu'un débat sur les conséquences à tirer des révélations de la Commission d'enquête parlementaire ne deviendront effectives qu'après ce débat.

Jaeger, Berichterstatter: Darf ich Sie darauf aufmerksam machen, dass wir die Positionen 511.3200.009 (Bauten) und die Positionen unter 541 diskutieren. Es geht um die Gruppe für Rüstungsdienste und den Stab der Gruppe für Generalstabsdienste. Das sind die beiden Positionen, zu denen Einzelanträge von Herrn Carobbio vorliegen.

Die Minderheit Carobbio schlägt Ihnen detaillierte Kürzungsanträge vor, die insgesamt eine Reduktion des Militärbudgets um 171 Millionen Franken bringen. Aus finanzpolitischer Sicht sind alle Kürzungsanträge zu begrüßen. Aus diesen Gründen habe ich ihnen persönlich auch zugestimmt. Ich muss aber die Vertreter der Minderheit bitten, die Argumente der Mehrheit der Finanzkommission zur Kenntnis zu nehmen. Die Mehrheit der Finanzkommission hat zu sämtlichen Kürzungsanträgen Carobbio nein gesagt. Auch die Anträge bezüglich Landsturm werden von der Finanzkommission abgelehnt.

Auch wir beantragen Ihnen Ablehnung, und zwar aus folgenden Gründen: Das meiste wurde bereits in der allgemeinen Debatte zu den globalen Kürzungsanträgen gesagt. Deshalb möchte ich lediglich einige Gedanken der Finanzkommission wiederholen. In Anbetracht dessen, dass die Abstriche bereits innerdepartemental und innerhalb des Bundesrates sehr erheblich gewesen sind, können weitere Abstriche – wie sie vor allem beim Rüstungsmaterial vorgesehen werden – nach Auffassung des Bundesrates und der Mehrheit der Finanzkommission die Rüstungsprogramme und das Abwickeln der Rüstungsprogramme in Frage stellen. Es wird darauf hingewiesen, dass bei Ausklammerung der Personalkosten ein Wachstum von insgesamt 1,6 Prozent verbleibt; das ist real ein sehr

starker Rückgang. Bei den eigentlichen Investitionen haben wir sogar nominell eine rückläufige Entwicklung.

Das EMD hat uns in der Finanzkommission versichert, dass eine Verzichtplanung eingeleitet wird. Dies sage ich zur Beruhigung von Leuten wie beispielsweise Herrn Hubacher, die das Gefühl haben, es würde zu wenig getan, es würde zu wenig umgedacht und entsprechend zu wenig gehandelt. Wir wurden allerdings darauf aufmerksam gemacht, dass eine solche Verzichtplanung ihre ersten Früchte erst in den Jahren 1992 tragen wird und dass deshalb noch Geduld geübt werden muss.

Wir haben uns in der Kommission um eine Entkrampfung der Diskussion bemüht. Diese Entkrampfung hat ganz offensichtlich stattgefunden. Es wurde allerdings gerade im Bereich der Rüstungsbetriebe darauf hingewiesen, dass es da noch Besonderheiten beamtenrechtlicher und regionalpolitischer Natur gibt und dass natürlich auch hier das Schiff nicht sofort blockiert werden kann. Wir wurden immer wieder darauf aufmerksam gemacht, dass keine strukturellen Facts accomplis zu schaffen seien; vielmehr müssten das Umdenken und die Richtungsänderungen im Zusammenhang mit der neuen Sicherheitspolitik, mit der Armee reform 1995 und mit den übrigen verteidigungspolitisch relevanten Entscheidungen vorangetrieben werden. Dieses Umdenken muss kommen; aber die Kürzungsanträge – so die Auffassung des Bundesrates und der Mehrheit der Finanzkommission – sind nicht der optimale Weg zu diesem Ziel.

Bundesrat Stich: Wir entscheiden über die Position 511 (Bauten) und die Position 541 (Gruppe für Rüstungsdienste).

Zur allgemeinen Diskussion ist zu sagen, dass die Armee nicht abgeschafft worden ist. In bezug auf den Vergleich von Helmut Hubacher der Schweizer Armee mit der Armee der Bundesrepublik könnte man natürlich oberflächlich sagen: Wenn die Bundesrepublik 370 000 Mann hat und die Schweiz in der Zukunft vielleicht 400 000 bis 450 000 Mann, sei die Schweizer Armee grösser als die der Bundesrepublik. Aber ich glaube, das ist ein falscher Vergleich. Die Bundesrepublik bildet im Jahr 300 000 neue Soldaten aus, die in die Reserve kommen. Die Schweiz bildet in Zukunft 30 000 neue Soldaten aus, die in die Armee integriert werden. Das ist ein wesentlicher Unterschied.

Noch etwas gibt es zu bedenken: Sicher ist, dass die Bundesrepublik in wenigen Jahren die schlagkräftigste Armee der Welt haben wird, weil sie diese kleine Armee eben sehr stark ausbaut. Man kann reduzieren – das ist das Problem der Abrüstung –, aber man kann natürlich gleichzeitig modernisieren und effektiv die Kampfkraft trotz allem steigern. Das darf man nicht vergessen.

Eine zweite Bemerkung zu den Bauten: Die Einreichung einer Initiative – ob die Unterschriften in kurzer oder längerer Zeit gesammelt werden – kann in keinem Fall bedeuten, dass man das Ergebnis schon vorwegnimmt, indem man sich schon der Initiative unterordnet und so handelt, als sei sie bereits angenommen. Sie müssen sich die Konsequenzen vorstellen. Wenn das Usus würde, könnte man den ganzen Staat lahmlegen. So wäre es nicht mehr möglich, eine vernünftige Politik zu betreiben. Wir haben demokratische Rechte, aber wir sollten sie vernünftig gebrauchen. Das Initiativrecht ist ein wertvolles Volksrecht, und es ist ihm Nachachtung zu verschaffen. Aber solange eine Initiative nicht angenommen ist, gibt es keinen Handlungsbedarf wegen einer solchen Initiative.

Zur Gruppe für Rüstungsdienste: Ich habe Ihnen dargelegt, wieviel der Bundesrat für die Periode 1991 bis 1994 gekürzt hat. Das sind beinahe zwei Milliarden Franken.

Sie müssen auch bedenken, dass die Rüstungsprogramme sich in der Abwicklungsphase befinden. Die Aufträge sind erteilt. Die kann man nicht einfach rückgängig machen oder darauf verzichten.

Hinzu kommt, dass durch rückläufige Aufträge auch die Rüstungsbetriebe des Bundes betroffen werden. Hier wird eines der wichtigen Probleme sein, den Personalbestand anzupassen. Deshalb muss das Militärdepartement eine sorgfältige Planung der zukünftigen Ziele und Aufgaben, insbesondere der Anpassung der Rüstungsbetriebe, vornehmen. Es ist

keine einfache Arbeit. Sie kann nicht von heute auf morgen gemacht werden. Es ist eine wichtige Arbeit für die Armee, wichtig vor allem für die betroffenen Leute in diesen Betrieben. Hier kann man nicht einfach von einem Tag zum andern zu sehr kürzen, zu sehr einsparen. Das ist in guten Treuen nicht möglich.

Deshalb bitte ich Sie, diese Anträge abzulehnen. Zu Landsturm und Puk kommen wir dann später.

Pos. 511.3200.009

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	106 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	49 Stimmen

Pos. 541 Gruppe für Rüstungsdienste

Pos. 541 Groupement de l'armement

Abstimmung – Vote

Für die Anträge der Mehrheit	98 Stimmen
Für die Anträge der Minderheit	38 Stimmen

Pos. 516 Oberkriegskommissariat

Pos. 516 Commissariat central des guerres

M. Carobbio, porte-parole de la minorité: Je ne sais pas si cette suggestion doit encore être qualifiée de proposition de minorité. Elle devrait devenir une proposition du Conseil fédéral puisqu'il a décidé, à partir de 1991, de ne pas mobiliser le Landsturm. Il me semble donc logique de biffer ces crédits. C'est la raison pour laquelle je serai très bref.

J'avais présenté la proposition de biffer ces crédits dans la section Département militaire de la Commission des finances, en reprenant notamment des suggestions contenues dans des postulats présentés au plénum. Des représentants de l'administration ont objecté que, pour aller dans ce sens, il fallait modifier la loi. J'ai tout de même maintenu ma proposition qui a été refusée par la Commission des finances, se fondant sur l'argumentation du chef du Département militaire qui avait indiqué que le problème était à l'étude et qu'il était encore trop tôt pour se prononcer définitivement. Quelques jours après la décision de repousser ma proposition, prise par la majorité de la Commission des finances, le Département militaire a communiqué sa volonté d'aller dans le sens que j'avais préconisé. Aujourd'hui, il me semble donc logique d'accepter la proposition de minorité qui concerne les chapitres se rapportant au Commissariat central des guerres. La diminution est de l'ordre de 8,3 millions. Ce chiffre est pratiquement la dépense calculée par l'administration militaire pour un éventuel maintien de la convocation du Landsturm en 1991. Je vous invite donc à corriger le budget selon la proposition de la minorité qui ne fait qu'entériner la décision du Conseil fédéral dans ce domaine.

Lanz: Ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, dass es mir darum geht, Fakten, wie sie heute bestehen, budgetwirksam werden zu lassen. Ich habe am 26. September 1990 ein Postulat eingereicht mit der Bitte an den Bundesrat, die Landsturmtuppen bis zu deren Abschaffung nicht mehr aufzubieten. Mit Datum vom 21. November hat der Bundesrat diesem Ansinnen entsprochen; ich möchte ihm hier dafür danken.

Mit diesem Beschluss des Bundesrates werden unserer Wirtschaft pro Jahr 250 000 ausfallende Arbeitstage erspart. Oder wenn Sie umrechnen, sind das 1000 Mannjahre pro Jahr. Seinerzeit wurden die Kosten für die Landsturmkurse vom EMD mit gut 10 Millionen beziffert, inklusive Munition.

Nicht nur ich bin der Meinung, man müsste hier korrigieren, sondern die geschlossene SP-Fraktion und zudem – wie ich vernommen habe – auch das EMD. Allerdings sind hier noch einige Unebenheiten, die jetzt auszubügeln sind. Wenn mir der Herr Kommissionspräsident und der Sprecher der Minderheit zusichern, dass sie abgerundet 8 Millionen kürzen werden, kann ich mich damit einverstanden erklären. Aber markten möchte ich nicht mehr. Wenn sie das nicht können oder

wenn sie nicht einverstanden wären, verlange ich Abstimmung. Andernfalls ziehe ich meinen Antrag zurück.

M. Coutau, rapporteur: Nous sommes ici dans une situation un peu particulière. En effet, lorsque nous avons traité les propositions de M. Carobbio, en séance de la Commission des finances, M. Villiger nous a dit qu'il avait l'intention, dans un proche avenir, de supprimer complètement les troupes du Landsturm, mais qu'il ne pouvait pas encore, dans le budget de cette année, prévoir les conséquences de cette suppression, car il ne pouvait pas en envisager tous les effets sur l'organisation générale de l'armée. Par conséquent, la Commission des finances a été appelée par M. Villiger à rejeter la proposition de M. Carobbio sur ce point.

Entre-temps, le Conseil fédéral a décidé, non pas de supprimer complètement les troupes du Landsturm, mais de renoncer à convoquer l'essentiel de ces troupes pour ces prochaines années et pour l'année 1991 déjà. Dans ces conditions, le Département militaire fédéral nous a fait tenir un document dans lequel il juge possible, compte tenu de cette décision du Conseil fédéral, de procéder à un certain nombre d'économies sur plusieurs postes du budget. Ces économies se présentent de la manière suivante: 2 millions pour la solde, 2 millions pour la subsistance des troupes, 1 million pour l'utilisation des cantonnements, 1 million pour les transports de troupes. M. Lanz possède également un document que nous avons pu vérifier qui ajoute que des économies sont également possibles pour les munitions utilisées à l'occasion de ces cours du Landsturm qui sont supprimés. Au total nous arrivons à une économie de 8 millions. Je pense qu'il est possible par conséquent, d'accord avec M. Lanz, de chiffrer à 8 millions la proposition de M. Carobbio et de vous recommander de procéder à cette modification.

Jaeger, Berichterstatter: Nach den Behandlungen in der Finanzkommission hat der Bundesrat auf Antrag des EMD den Grundsatzentscheid getroffen, ab 1. Januar 1991 dienstpflichtige Soldaten, Gefreite, Unteroffiziere und eine grosse Zahl von Subalternoffizieren im Landsturmalter nicht mehr zu militärischen Kursen aufzubieten. Das bringt selbstverständlich Einsparungen. Es ist durchaus berechtigt, über die Möglichkeit einer entsprechenden Budgetkorrektur zu reden.

Ich möchte aber trotzdem das Vorgehen des Bundesrates und der Finanzkommission in dieser Sache verteidigen. Erstens ist der Zeitablauf zu beachten: Wir haben das zur Zeit der Behandlung des Budgets noch nicht genau gewusst. Wir haben zwar gewusst, dass ein solcher Grundsatzentscheid zu erwarten war; mit Bezug auf die Konkretisierung dieses Entscheides war aber noch sehr wenig klar. Es gab – wie ich bereits betont habe – drei Varianten. In dieser Hinsicht hat sich mittlerweile einiges konkretisiert.

Wenn wir den Minderheitsantrag Carobbio nach wie vor ablehnen, so einfach deshalb, weil wir inzwischen genauere Zahlen haben als Sie in Ihrem Antrag, Herr Carobbio. Deshalb wollen wir nicht auf Ihren Antrag einschwenken. Wir können, Herr Lanz, auf Ihren Vorschlag eingehen; denn es ist tatsächlich so, wie Sie gesagt haben: Es gibt jetzt verschiedene konkrete Kürzungsmöglichkeiten. Ich kann sie ganz kurz erläutern: in der Position 201 (beim Sold) 2 Millionen, bei der Position 231 (Verpflegung der Truppe) 2 Millionen, bei der Position 221 (Benützung von Truppenunterkünften) 1 Million und bei Position 242 (Bahntransporte der Truppen) 1 Million. Kommt hinzu, dass für mindestens 2 Millionen Munition eingespart wird. Insgesamt ergibt das einen Betrag von 8 Millionen. Wir sind der Auffassung – wahrscheinlich wird das der Bundesrat nachher übernehmen oder unterstützen –, dass das Budget um diese 8 Millionen gekürzt werden kann.

Wir stimmen also der Grundidee Lanz zu, bitten ihn aber, seinen Antrag zurückzuziehen. Wir möchten es nämlich bei diesen 8 Millionen bewenden lassen. Ueberlassen Sie es bitte dem Bundesrat, nachher die genaue Zuteilung auf die einzelnen Positionen vorzunehmen.

Wir bitten Sie um Zustimmung zu unseren Vorschlägen und um die Kompetenzerteilung an den Bundesrat, die Detailkorrekturen selber vorzunehmen.

Bundesrat Stich: Ich würde mich diesem Antrag, 8 Millionen Franken zu kürzen, anschliessen, obwohl ich vom Militärdepartement eigentlich erst eine Ermächtigung habe, 6 Millionen zuzustimmen. Aber, wie ich bereits angekündigt habe, gibt es in diesen Positionen wegen der wegfallenden Widerstandsorganisation noch andere Kürzungen. Deshalb bin ich bereit, auf diese 8 Millionen zu gehen. Ich möchte damit aber nicht sagen, dass das alles sei, was am Schluss gekürzt bzw. durch den Bundesrat blockiert wird. Es ist denkbar, dass er noch etwas darüber hinaus geht. Wenn Herr Carobbio seinen Antrag zurückzieht, brauchen wir darüber nicht mehr abzustimmen. Dann wird das Budget um 8 Millionen gekürzt, und die Sache ist erledigt. Die Verteilung und die restliche Blockierung nimmt der Bundesrat vor.

Präsident: Der Bundesrat, die Kommission, Herr Carobbio und Herr Lanz haben sich auf den Antrag der Mehrheit geeinigt, korrigiert durch den Antrag Lanz, wobei der Antrag Lanz auf 8 Millionen festgelegt wird.

*Angenommen gemäss modifiziertem Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition modifiée de la majorité*

*Antrag Leutenegger Oberholzer
531 Stab der Gruppe für Ausbildung
3190.022 Armeedefilee 1991*

Streichen

*Proposition Leutenegger Oberholzer
531 Etat-major du groupement de l'instruction
3190.022 défilé de l'armée en 1991*

Biffer

Frau Leutenegger Oberholzer: Im Voranschlag für 1991 sind 1,5 Millionen Franken für die Durchführung eines Armeedefilees aus Anlass der 700-Jahr-Feier der Eidgenossenschaft budgetiert. Namens der grünen Fraktion ersuche ich Sie, diesen Betrag aus dem Voranschlag zu streichen. Wir sind der Meinung, es gäbe passendere Geburtstagsgeschenke als ausgerechnet Armeedefilees.

Die Durchführung eines Defilees ist aus zwei Gründen verfehlt: 1. Geburtstagsfeierlichkeiten müssten eine Geste der Versöhnung für die ganze Bevölkerung darstellen. Wir wissen aber bereits heute, dass derartige Armeeschauen für viele Frauen und Männer in diesem Land eine Provokation darstellen. Auseinandersetzungen sind damit vorprogrammiert, und diese sollten wir lieber vermeiden. Geburtstagsfeiern sollten Anlass sein, den Frieden zu feiern. Mit Militärumzügen aber zelebriert man Kriegssymbole. Ich glaube, die Zeiten von Defilees und Militärparaden sollten in Ost und West endgültig vorbei sein.

2. Auch ökologische Gründe sprechen gegen die Durchführung des Defilees. Erwartet werden offenbar über 100 000 Leute mit ebenso vielen Autos. Derartige Grossanlässe können wir heute nicht mehr verantworten; die ersten umweltzerstörenden Konsequenzen zeichnen sich denn auch bereits ab. Für das Defilee soll offenbar ein Autobahnzubringer gebaut werden. Dagegen hat sich in der betroffenen Region bereits eine breite Opposition gebildet.

Wir ersuchen Sie deshalb, den Kredit für das Defilee aus dem Voranschlag 1991 zu streichen. Es gibt sicher sinnvollere und phantasievollere Möglichkeiten, den Geburtstag der Eidgenossenschaft zu feiern.

Bundesrat Stich: Der Bundesrat hat dazu materiell noch keinen Entscheid getroffen, aber der Kredit ist eingestellt. Wir sind davon ausgegangen, dass sich im Jahre 1991 auch die Armee in irgendeiner Weise darstellen sollte. Es ist selbstverständlich eine Frage politischen Ermessens, ob man ein Defilee durchführen soll oder nicht, und das liegt in Ihrer Budgethoheit.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Leutenegger Oberholzer
Dagegen

30 Stimmen
72 Stimmen

Finanzdepartement – Département des finances

Antrag Eggenberger Georges

601 Finanzverwaltung

4200.001 Wohnungsfürsorge für das Bundespersonal

– Baukredite und Darlehen an Wohnbaugenossenschaften aus Geschäften früherer Jahre Fr. 27 700 000

– Neubauvorhaben im Raume Zug, Uster und Münchenbuchsee Fr. 6 700 000

– Modernisierungsdarlehen und Kredite für Energiesparmassnahmen Fr. 8 000 000

Darlehen, Zuwachs Fr. 42 400 000

Proposition Eggenberger Georges

601 Administration des finances

4200.001 Construction de logements pour le personnel fédéral

– Crédits de construction et prêts aux coopératives immobilières pour des affaires antérieures Fr. 27 700 000

– Projets de nouvelles constructions dans les régions de Zoug, Uster et Münchenbuchsee Fr. 6 700 000

– Prêts de modernisation et crédits pour mesures d'économies Fr. 8 000 000

Prêts, augmentation Fr. 42 400 000

Eggenberger Georges: Die Wohnungs- und Mietzinsnot gehören zu den grössten ungelösten Problemen in unserem Lande. Ohne Gegensteuer wird sich die Situation in den nächsten Jahren noch verschärfen. Die ursprünglichen Vorschläge des Bundesrates im Zusammenhang mit den laufend steigenden Hypothekarzinsen hätten sicher ihre Wirkung gezeigt, jedoch längerfristig die Probleme nicht gelöst. Der zahnlose Bundesbeschluss über die Teuerungskämpfungsmassnahmen im Bereich der Hypothekarzinsen, den die eidgenössischen Räte in der Septembersession gefasst haben, vermag die Lage kaum zu verbessern. In der Debatte wurde zu Recht festgestellt, dass nur die vermehrte Wohnraumbeschaffung der richtige Weg sein kann. Es ist erfreulich, dass der Bundesrat mit der Aenderung der Verordnung zum Wohnbauförderungsgesetz ein verstärktes Engagement im sozialen Wohnungsbau anstrebt und einen Schritt in die richtige Richtung macht.

Notwendig ist auch, wie ein sozialdemokratischer Vorstoss verlangt, im Rahmen des Wohnbauförderungsgesetzes die finanziellen Mittel massiv zu erhöhen. Heute haben Sie Gelegenheit, mit der Unterstützung meines Antrages die Darlehen für die Wohnbaugenossenschaften des Bundespersonals um 10 Millionen auf 42,4 Millionen Franken zu erhöhen, den Wohnungsbau zu fördern. Für die im Bau befindlichen Vorhaben sollte der Kredit um 3 Millionen Franken erhöht werden. In diesem Geschäftsjahr, also 1990, konnten infolge Bauverzögerungen etwa drei Millionen Franken der gesprochenen Kredite nicht verwendet werden, obwohl der Bedarf im Bereich der Wohnbaugenossenschaften mehr als ausgewiesen gewesen wäre.

Diese nicht beanspruchten Kredite werden mit grosser Wahrscheinlichkeit 1991 anfallen. Da die im Bau befindlichen Objekte Priorität haben, das heisst genügend Kredite in Reserve gehalten werden müssen, muss zum Beispiel das Neubauprojekt in Münchenbuchsee mit 45 Wohnungen ein weiteres Mal zurückgestellt werden. Dank der Erhöhung der Darlehen für Neubauvorhaben um eine Million wäre es zudem möglich, in der zweiten Hälfte 1991 ein weiteres Bauvorhaben in Angriff zu nehmen.

Sie gehen sicher mit mir einig, dass es unverantwortlich wäre, baureife Objekte weiterhin zurückzustellen. Das gleiche gilt für die Position Modernisierungsdarlehen und Kredite für Energiesparmassnahmen. Bereits heute sind für über 6 Millionen Franken Gesuche vorhanden, und weitere im Umfang von 6 Millionen sind für 1991 zu erwarten. Ich beantrage deshalb, diese Position um 6 Millionen auf 8 Millionen Franken zu erhöhen.

Die Zustimmung zu meinem Antrag sollte Ihnen leicht fallen, da es sich nicht um eigentliche Ausgaben handelt. Die Werte

sind vorhanden und erscheinen in der Gesamtrechnung als Vermögenszuwachs. Zudem gilt es zu beachten, dass rund 11 bis 12 Millionen Franken jährlich durch die Baugenossenschaften zurückbezahlt werden.

Ich bitte Sie dringend, meinem Antrag zuzustimmen.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie ebenso dringend, den Antrag von Herrn Eggenberger abzulehnen.

Nachdem die PTT selber massgebende Mittel zur Verfügung stellen und für ihr Personal Mittel zur Wohnbauförderung freigesetzt haben, hat sich natürlich die Situation für das übrige Bundespersonal, also das Bundespersonal im engeren Sinne, entschärft. Dazu kommt, dass wir ja auch die Möglichkeit haben, über die Versicherungskasse Darlehen zu gewähren, was praktisch eine Verdoppelung des bisherigen Betrages darstellt. Ich kann Sie versichern, dass für die geplanten Neubauvorhaben im Raume Zug, Uster und Münchenbuchsee, aber auch für die laufenden Bauten, für die dringlichsten Modernisierungsvorhaben die erforderlichen Mittel eingestellt sind. Es gibt also keinen besonderen Grund, hier die Kredite zu erhöhen.

Ich bitte Sie, den Antrag von Herrn Eggenberger abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Eggenberger Georges	33 Stimmen
Dagegen	73 Stimmen

Antrag der Kommission

614 Personalamt

3010.005 Personalvermehrung, Etatstellen

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Leuenberger-Solothurn, Hafner Rudolf, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 10 680 000

3010.006 Realloohnerhöhung	Fr. 58 000 000
----------------------------	----------------

Antrag Ruf

3010.005 Personalvermehrung, Etatstellen

Fr. 14 851 000

(plus 3 851 000 für 100 zusätzliche Grenzwachtaspiranten ab 1. Juli 1991)

Proposition de la commission

614 Office du personnel

3010.005 Augmentation du personnel, postes permanents

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Leuenberger-Soleure, Hafner Rudolf, Leuenberger Moritz, Matthey, Züger)

Fr. 10 680 000

3010.006 Augmentation du gain réel	Fr. 58 000 000
------------------------------------	----------------

Proposition Ruf

3010.005 Augmentation du personnel, postes permanents

Fr. 14 851 000

(3 851 000 en plus pour 100 aspirants gardes-frontière supplémentaires à partir du 1 juillet 1991)

Pos. 614.3010.005

Leuenberger-Solothurn, Sprecher der Minderheit: Es ist schon mehrmals gesagt worden: Es ist eine der wichtigsten Aufgaben der Finanzkommissionen der Räte, danach zu trachten, den Finanzhaushalt in die Nähe eines Gleichgewichts zu bringen und deshalb den Begehrlichkeiten von hüben und drüben Einhalt zu gebieten.

Ich möchte im Namen der Minderheit einen kleinen Beitrag dazu leisten, indem ich Ihnen vorschlage, vier neu angebehrte Stellen nicht zu bewilligen. Vier Stellen, das ist wenig, hat aber

einen gewissen Symbolcharakter und würde etwa 320 000 Franken Einsparungen ausmachen. Worum geht es?

Die Bundesanwaltschaft beantragt vier zusätzliche Planstellen nebst über 90 Hilfskräften. Zu den 90 Hilfskräften sage ich nichts, weil diese offenbar gebraucht werden, um gewisse Vor-kommnisse zu bewältigen. Ich will auch nicht sagen, dass diese Bewältigung optimal geschieht. Es gäbe vermutlich billigere Lösungen, ohne gleich zur Feuerbestattung nach Eisen-ringschen Vorstellungen greifen zu müssen.

Ich äussere mich nur zu den vier zusätzlich angebehrten Stellen. Auf meine Frage, wozu sie benützt würden, hat das Departement geantwortet: eine Stelle für die Zentralen Dienste, zwei Stellen für die Stellvertreter des Sonderbeauftragten, und die vierte Stelle sei angebehrt worden, um dann in die Reserve zurückgegeben werden zu können; also verlangt man nach der Billig-Jakob-Methode mehr, als man eigentlich braucht, damit man etwas in die Reserve zurückgeben kann.

Ich will ausführen, dass die drei zusätzlich angebehrten Stellen im Prinzip meinen Widerstand nicht wecken. Allein ich bin der Meinung, dass im Bereich Bundesanwaltschaft im Verlauf des zu Ende gehenden Jahres genügend Stellen frei geworden sind, damit man ohne grosse Probleme den Leuten Stellen zur Verfügung stellen kann, die neue Stellen brauchen. In der Tat hat der Bundesanwalt auf die entsprechende Frage vor der Sektion geantwortet, es seien seit dem Ausbruch der «Wirren» etwa 18 Stellen frei geworden, so dass erwiesen ist, dass es in diesem Bereich bei der Bundesanwaltschaft genügend freie Stellen geben muss, um diesen drei, die da neu gekommen sind, feste Stellen zuzuweisen.

Zur vierten Stelle möchte ich mich eigentlich weiter nicht äussern, ich möchte nur den Herrn Finanzminister fragen, ob das bei der Budgetierung in der Verwaltung so üblich ist, dass man ein bisschen mehr verlangt, als man eigentlich braucht, um damit irgendwelche Reserven zu speisen. Ich möchte Herrn Bundesrat Stich füglich bitten, solche Praktiken, soweit er sie überblicken kann, soweit sie ihm zu Ohren kommen, mit der ihm eigenen Hartnäckigkeit zu unterbinden.

Ich muss noch beifügen, dass es nach sachlichen Grundsätzen des Arbeitsanfalls ohne weiteres zu befürworten, zu unterstützen ist, dass der Bereich Bundesanwaltschaft nicht vier zusätzliche Stellen braucht. Stellen Sie nur einmal die kleine Rechnung an: Jahrelang hatte die Bundespolizei um die 900 000 Fichen zu betreuen. Aufgrund der Wirrnisse, wie sich der Bundesanwalt auszudrücken pflegt, wird die Zahl der zu betreuenden Fichen auf etwa 10 000 bis 15 000 zusammenschrumpfen. Man könnte nun den Personalbestand nehmen, der mit dieser Fichenbetreuung betraut ist, und in etwa ausrechnen, wie viele Leute eigentlich freigestellt, freigesetzt werden, wenn nur noch 15 000 Fichen zu betreuen sind. Auch unter diesem Aspekt, dem Aspekt des Arbeitsanfalls, ist ohne weiteres einzusehen, dass dort jetzt nicht zusätzliche feste Stellen zu schaffen sind. Ich will es gerne noch einmal wiederholen, damit ich nicht missverstanden werde: Ich habe nichts gesagt gegen die über 90 Hilfskraftstellen, die da angebehrt werden, um eben die Bewältigung voranzutreiben. Ich wende mich einzig und allein gegen die vier neuen, zusätzlichen Stellen.

Werfen Sie mir auch nicht vor, ich hätte hier Betroffenheit vorgeführt – offenbar bin ich nämlich sowohl bei den 900 000 als auch bei den 15 000. Herr Gut hat mir mitgeteilt, er brauche meine Karte einstweilen noch, vermutlich ist da irgend etwas in meiner Vergangenheit, was er noch ausleuchten will, soit qu'il en soit, oder auf berndeutsch gesagt, henusode.

Auf jeden Fall bitte ich Sie eindringlich, hier Ihren Sparwillen erneut zu dokumentieren und ganz klar zu sagen, dass man ohne Not für unser Land und Volk 300 000 Franken einsparen kann und diese vier neuen Stellen nicht zu bewilligen braucht, weil es in diesem Bereich genügend freie Stellen gibt.

Ich bitte Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Ruf: Der vorliegende Antrag möchte die Mittel für die Ausbildung von 100 zusätzlichen Grenzwachtaspiranten ins Budget aufnehmen. Dies bedeutet eine Erhöhung der Position Personalvermehrung Etatstellen beim Personalamt um 3,851 Millionen Franken. Dieser Zusatzbetrag reicht jedoch nur für die

Ausbildung von 100 zusätzlichen Aspiranten ab Mitte 1991 aus, da vorher das nötige Personal eingestellt werden muss und ein Ausbildungsbeginn vor Mitte des nächsten Jahres organisatorisch nicht möglich ist.

Weshalb dieser Antrag? Sie kennen die Antwort: weil die Probleme mit der illegalen Einschleusung von Asylanten durch skrupellose Schlepperorganisationen über die grüne Grenze immer schlimmer werden und das Grenzwachtkorps in jeder Beziehung masslos überfordert ist. Bereits vor ziemlich genau vier Jahren schilderte der «Blick» unter dem Titel «Unsere Grenzen löchrig wie ein Emmentaler» die damalige Situation treffend mit folgenden Worten: «Die Schweizer Grenze ist löchriger als der schönste Emmentaler Käse! Flüchtlinge aus aller Welt spazieren gleich scharenweise irgendwo über die 'grüne Grenze' und bitten bei uns um Asyl.» Und weiter: «Für die skrupellosen Menschenschmuggler ist der 'Flüchtlingsmarkt Schweiz' ein gefundenes Fressen. Hunderte von Kilometern unbewachter Grenze laden geradezu zum Hereinspazieren ein. Vor allem im Tessin, bei Basel und im Raum Schaffhausen/Bodensee marschieren Flüchtlinge aus aller Welt gleich scharenweise in unser Land – jeder bezahlt den Schleppern 500 bis 1000 harte Schweizerfranken. Allein im Kanton Schaffhausen gibt es 152 Kilometer Grenze, wo man höchstens zufälligerweise einem Zöllner begegnet.» Schliesslich: «Wie im Raum Kreuzlingen kommen auch über Basel meistens 'Zweit-asylanten'. Sie haben in einem anderen Land bereits um Asyl nachgesucht. Weil sie dort abgewiesen wurden oder weil es bei uns mehr Sackgeld gibt, wollen sie in die Schweiz. Am weitesten schlimmsten treibt es die türkische Schleppermafia. Urs Hadorn, Chef der Flüchtlingsabteilung, spricht von einer eigentlichen Schlepperindustrie.»

Seit damals hat sich die Lage leider – wie wir befürchtet hatten – noch ganz massiv verschärft! Sie kennen alle die ständig neuen Asylanten-Rekordzahlen und die damit verbundene illegale Einwanderung. Um dem immer bedrohlicheren, skandalösen Treiben krimineller Menschenhändler – und damit einer anhaltenden Ueberflutung unseres kleinen Landes durch unechte Asylbewerber – endlich wirksam entgegenzutreten, muss auf allen Ebenen raschestens gehandelt werden! Dazu gehören u. a. alle möglichen Massnahmen im Ausland, um durch wirtschaftlichen und politischen Druck zu erreichen, dass insbesondere die Türkei, aber auch andere betroffene Länder, den Schleppern endlich das Handwerk legen, die dort sogar quasi halboffizielle Anwerbebüros unterhalten können. Dazu gehören selbstverständlich eine konsequente Verfolgung und eine harte Bestrafung der Schlepper im Inland. Die kriminellen Schlepper, dessen müssen wir uns einmal mehr bewusst sein, können ihr Unwesen letztlich nur deshalb mit Erfolg treiben, weil das viel zu freizügige Asylrecht die Voraussetzungen dafür geschaffen hat. Unsere frühzeitigen Warnungen, auf die leider niemand hören wollte – mindestens nicht in diesem Saale –, haben sich leider mehr als nur bestätigt.

Nebst anderen Massnahmen ist eine wesentlich verstärkte Bewachung der durchlässigen «grünen» Landesgrenze von zentralster Bedeutung. Das uniformierte Grenzwachtkorps umfasste im August dieses Jahres einen Bestand von nur 1756 Mann. Dies reicht natürlich bei weitem nicht aus, wie die gemachten schlechten Erfahrungen beweisen. Oesterreich hat aus einer ähnlichen Situation die richtigen Konsequenzen gezogen und die Armee für eine verstärkte Bewachung der Grenze eingesetzt. Eine entsprechende Massnahme in der Schweiz hat der Bundesrat in der Fragestunde der letzten Session leider abgelehnt. Nun sollen sogar 45 Stellen im Grenzwachtkorps – wie zu vernehmen ist – intern vom betrieblichen in den reinen Verwaltungsbereich verlagert werden, so dass die Bewachung der Grenze noch schlechter funktionieren wird. Vielmehr ist eine Aufstockung dringend erforderlich, um zu verhindern, dass unser Land durch eine endlose, immer stärker anschwellende Asylantenwelle überflutet wird!

Bitte überlegen Sie sich gut, ob Sie dem Volk diese bedrohliche Entwicklung wirklich weiterhin zumuten wollen, die durch das Schlepperunwesen im Gange ist. Letztlich wird dadurch die Existenz unseres Landes direkt aufs Spiel gesetzt. Bedenken Sie bitte, dass die Schweiz seit langem stark übervölkert

ist und kein Einwanderungsland sein kann! 100 neue Grenzwachtaspiranten gemäss Antrag können organisatorisch ohne grosse Schwierigkeiten ausgebildet werden. Es wäre dies ein bescheidener Anfang, dem angesichts der Schwere des Problems rasch weitere Schritte folgen müssten.

Angesichts der geschilderten Gefahren dürfen wir nicht auf den Personalstopp in der Bundesverwaltung Rücksicht nehmen, sonst werden wir vielleicht später viel mehr Stellen bewilligen müssen, in einem Moment, wo es möglicherweise zu spät sein wird. Ich bitte Sie deshalb um Zustimmung.

M. Coutau, rapporteur: Je ne m'exprimerai ici que sur la proposition de minorité de M. Leuenberger puisque nos règles de procédure veulent que les rapporteurs ne s'expriment que sur les propositions de minorité.

M. Leuenberger propose de réduire de quatre postes le service du procureur général. La commission a décidé, par 8 voix contre 5, de ne pas donner suite à cette proposition. Nous avons demandé au représentant du procureur de la Confédération de bien vouloir nous donner l'explication de cette augmentation de quatre postes. Il nous a affirmé qu'il ne s'agissait pas de postes en rapport avec la Police fédérale mais de postes affectés au service du personnel et des chargés de recherche particulière. Il n'y a donc pas de rapports entre ces quatre postes et les événements qui se sont produits dans les services du procureur de la Confédération.

C'est pourquoi la Commission des finances, dans sa majorité, vous propose de rejeter cette proposition.

Jaeger, Berichterstatter: Die Finanzkommission hat den Minderheitsantrag Leuenberger-Solothurn mit 8 zu 5 Stimmen abgelehnt und ist von der Tatsache ausgegangen, dass die vier zusätzlichen Stellen, die Herr Leuenberger zur Streichung beantragt, nicht der Bundespolizei zugute kommen sollen. Hier besteht also dieser Zusammenhang nicht. Diese vier zusätzlichen Stellen sind namentlich für den Personaldienst und für den Sonderbeauftragten vorgesehen. Aus diesen Gründen sind wir in der Mehrheit dem Antrag nicht gefolgt. Wir bitten Sie, den Antrag Leuenberger-Solothurn abzulehnen.

Zum Antrag Ruf äussern wir uns aufgrund des Prozederes, das heute morgen beschlossen worden ist, nicht. Dazu wird sich der Bundesrat äussern.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, beide Anträge abzulehnen. Beim Antrag von Herrn Ruf wäre ich dankbar, wenn ich mehr Grenzwachter bekäme. Das ist aber im Moment nicht unser Problem, sondern unser Problem ist, die Aspiranten zu finden, um den heutigen Bestand überhaupt halten zu können. Wir müssen darum kämpfen, dass wir Leute finden. Deshalb haben wir Ihnen auch bei der Revision des Beamtengesetzes beantragt, die Grenzwachter vorzeitig zu pensionieren, damit wir sie wenn irgend möglich bis zum Alter 58 im Dienst an der Grenze behalten können. Alle, die noch tauglich und fähig sind, möchten wir nicht in den Innendienst versetzen. Wir haben aber Schwierigkeiten, das nötige Personal zu finden. Deshalb ist die Geste gut gemeint, sie bringt uns aber nichts, weil wir nicht einmal diejenige Anzahl finden, zu deren Anstellung wir schon kompetent sind. Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen.

Herr Leuenberger-Solothurn hat vor allem die Frage gestellt, was mit dieser einen Stelle sei. Sie sehen, dass man im Bereich der Bundespolizei und der Bundesanwaltschaft sehr offen ist und sogar sagt, dass man eine Stelle zurückgeben muss. Sie haben im Antrag gesehen: Der Bundesrat hat beschlossen, insgesamt 140 Stellen, die er heute hat, zurückzugeben. Das heisst, das Justiz- und Polizeidepartement muss 5,5 Stellen zurückgeben, das Militärdepartement beispielsweise 45, das Finanzdepartement 5, die Zollverwaltung 14. Das sind Stellen, bei denen wir davon ausgehen, dass sie irgendwo eingespart werden können und eingespart werden müssen. Es ist nicht der Zweck der Übung, wenn die Leute sagen: Ich muss eine Stelle zurückgeben, ich verlange dafür eine Stelle. Aber ich zweifle nicht daran, dass es in anderen Departementen ähnliche Fälle gegeben hat; nur wurden sie nicht so begründet.

Ich bitte Sie also trotz allem, die beiden Anträge abzulehnen und den Kredit für diese Stellen zu bewilligen.

1. Abstimmung – 1er vote

Für den Antrag Ruf Minderheit
Dagegen offensichtliche Mehrheit

2. Abstimmung – 2e vote

Für den Antrag der Mehrheit 78 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 43 Stimmen

Antrag der Kommission

615 Versicherungskasse
3050.001 Arbeitgeberbeiträge an die EVK Fr. 583 000 000

Proposition de la commission

615 Caisse d'assurance
3050.001 Contribution de l'employeur
à la CFA Fr. 583 000 000

Angenommen – Adopté

Volkswirtschaftsdepartement Département de l'économie publique

Antrag der Kommission

705 Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
4600.301 Investitionshilfe für Berggebiete
Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Minderheit
(Hafner Rudolf)
Fr. 100 000 000

Eventualantrag Seiler Hanspeter

(falls der Antrag der Minderheit abgelehnt wird)
Fr. 75 000 000

Proposition de la commission

705 Office de l'industrie, des arts et métiers et du travail
4600.301 Aide à l'investissement dans les régions de montagne
Majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral
Minorité
(Hafner Rudolf)
Fr. 100 000 000

Proposition subsidiaire Seiler Hanspeter

(en cas de rejet de la proposition de la minorité)
Fr. 75 000 000

Hafner Rudolf, Sprecher der Minderheit: Die grüne Fraktion beantragt Ihnen, die Investitionshilfe für Berggebiete auf 100 Millionen Franken festzusetzen, im Interesse der Randregionen und der Bergbevölkerung.

Die entsprechenden Beträge werden als Darlehen für diese Regionen verwendet, das heisst, diese Beträge sind nicht definitive Ausgaben, sondern sie werden im Sinne eines «fonds de roulement» gebraucht und werden früher oder später an den Bund zurückgezahlt.

Der grosse Teil dieser Beträge wird für folgende Sachbereiche eingesetzt: Versorgung und Entsorgung; Gesundheitswesen; Sport, Erholung, Freizeit und Bildung.

Sie können aus dieser Aufzählung ersehen, dass diese Gelder in sinnvollen Bereichen verwendet werden. Ich habe mir vom zuständigen Biga eine Detailliste der Projekte geben lassen und kann Ihnen bestätigen, dass das Geld im allgemeinen vernünftig und zweckentsprechend eingesetzt wird.

Die Mitglieder der Finanzkommissionen haben von der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete Briefe erhalten. Es dürfte für sie bedeutsam sein zu hören, was die betroffenen Organisationen selber zu diesen Problemen zu sagen haben. Ich zitiere aus dem Brief der Arbeitsgemeinschaft für Berggebiete mit Sitz in Brugg:

«In den letzten Jahren haben die neu eingegangenen Investitionshilfesuche und die pro Geschäft beantragte Darlehenssumme in der Tat stark zugenommen. Die durchschnittliche jährliche Zusicherung in den letzten fünf Jahren betrug 105 Millionen Franken. Vom Biga wurde ein wesentlich höherer Betrag für das Budget 1991 eingegeben» (als jetzt vom Bundesrat beantragt).

Der effektive Bedarf der Zentralstelle für regionale Wirtschaftsförderung beläuft sich bereits auf rund 240 Millionen Franken, also ein Mehrfaches dessen, was der Bundesrat einsetzt, und zwar zirka das Vierfache.

Zu den Folgen, wenn diese Mittel nicht aufgestockt würden: Die Auswirkungen dieser fehlenden Mittel sind in den Bergregionen schwerwiegend.

Namentlich muss auf folgende Tatsachen hingewiesen werden: Durch die derzeitige Knappheit der verfügbaren finanziellen Mittel wird der Zweckartikel des Investitionshilfegesetzes in Frage gestellt. Die Investitionstätigkeit in unseren Berggebieten wird zu Lasten der betroffenen Bevölkerung abgeblockt. «Viele kleine Gemeinden und private Träger von Investitionshilfedarlehen befinden sich heute in einer finanziellen Notlage, da die Zahlungen aus Bern trotz der Zusicherungen, also im Rahmen der Möglichkeiten, nicht erfolgen. Die Dauer des Verfahrens (über ein Jahr) ist den Gesuchstellern und Kreditnehmern wie auch dem Kanton und den Regionssekretariaten nicht zumutbar.»

Zur parlamentarischen Situation: Im Ständerat wurde eine Motion Gadiant mit 27 zu 0 Stimmen überwiesen, und seitens des Freisins – vertreten durch den Parteipräsidenten Steinegger – wurde eine Motion mit 119 zu 8 Stimmen überwiesen, also mit erdrückender Mehrheit. Darin wird verlangt, dass der Investitionshilfefonds aufgestockt wird. Es wäre komplett widersinnig, nach Einreichung dieser Motionen, die mit deutlicher Mehrheit überwiesen wurden, zu sagen: Wir machen das irgendwann später einmal, und dadurch die dringendsten Bedürfnisse der Bevölkerung und der betroffenen Regionen nicht zu berücksichtigen.

Letztes Zitat aus dem Brief der Arbeitsgemeinschaft für Berggebiete: «Um die Kontinuität des IHG-Vollzugs weiterhin zu gewährleisten, sind im Budget 1991 mindestens 100 Millionen Franken für den Investitionshilfefonds einzusetzen.» Dieser Auffassung ist auch die Bergregion Obersimmental-Saaneland, die uns ebenfalls ein Schreiben zukommen liess, in dem steht: «... ersuchen wir Sie dringend mitzuhelfen, diesen Missstand zu korrigieren. Um die Kontinuität des IHG-Vollzugs weiterhin zu gewährleisten, sind im Budget 1991 mindestens 100 Millionen Franken für den Investitionshilfefonds einzusetzen.»

Es mag Sie noch die Haltung des Bundesrates zu diesem Problem interessieren. Ich zitiere aus der Botschaft, die uns der Bundesrat im Zusammenhang mit dem Investitionshilfegesetz für Berggebiete überwiesen hat: «Will man aber den Bevölkerungsrückgang in den wirtschaftlich zurückgebliebenen Bergregionen auch nur annähernd aufhalten und die Kluft zwischen den Lebensbedingungen der wirtschaftlich schwachen Bergregionen und denjenigen der Ballungsräume sich nicht weiter vergrössern lassen, so sind nach einer gewissen Anlaufzeit und bei im übrigen gleichbleibenden Bedingungen hierfür jährlich mindestens 100 bis 200 Millionen Franken erforderlich.»

Ich frage Sie, ob Sie unter diesen Umständen dem Antrag des Finanzdepartementes Vertrauen schenken können. Der Gesamtbundesrat hat in seiner Botschaft eine klare Stellungnahme unterbreitet. In diesem Sinn kann man nicht die finanzpolitischen Gesichtspunkte über das stellen, was im Gesetz klar und deutlich beschlossen wurde. Der Bundesrat darf in diesem Sinne auch die ganz deutlich überwiesenen Motionen der Herren Steinegger und Gadiant nicht überspielen.

Ich möchte Sie noch auf eine Tabelle des Biga aufmerksam machen. Es sind darin die jährlich eingegangenen Gesuchzusicherungen und der ungedeckte Bedarf aufgeführt. Sie können aus dieser Tabelle ganz klar ersehen, dass der ungedeckte Bedarf noch nie so hoch war wie gegenwärtig. Wir haben hier eine absolut spezielle Situation, die zu berücksichtigen ist.

Eine weitere Tabelle zeigt genau, wie die Gesuchsentwicklung verlaufen ist. Im Jahr 1990 sind 150 Gesuche neu eingegangen. Ergangene Zusicherung: 80 Millionen. Der ungedeckte Bedarf liegt in einer ähnlichen Grössenordnung (70 Millionen Franken), und der ungedeckte Bedarf – wenn er kumuliert wird – beläuft sich mittlerweile auf 262 Millionen Franken.

Man stellt also fest, dass in dieser Situation Sinn und Zweck des Investitionshilfegesetzes, wie es damals verabschiedet wurde, tangiert wird. Der ungedeckte Bedarf beträgt bereits etwa das Fünffache dessen, was der Bundesrat beantragt, im Budget aufzunehmen.

Im nächsten Jahr, mit dem 700-Jahr-Jubiläum der Schweiz, wird wohl immer wieder auf die guteidgenössische Solidarität hingewiesen werden. Sie haben in der letzten Session zu Recht beschlossen, die Drittweiländer mit 700 Millionen Franken zu entlasten, indem Darlehen erlassen werden. Ich frage Sie: Wollen Sie die eigene Bevölkerung, die in benachteiligten Gebieten in den Bergregionen wohnt, zu kurz kommen lassen, oder wollen Sie ein kleines Zeichen setzen, damit die landesinternen Gegebenheiten etwas ausgeglichen werden können? Ein letztes Wort zu dieser ungleichen Verteilung der Mittel: Sie wissen alle, dass in den Agglomerationen, zum Beispiel in Zürich, Hunderte von Millionen in die S-Bahn gesteckt werden. Dort konnten aufgrund der Gegebenheiten mehr oder weniger automatisch Hunderte von Millionen in die Infrastruktur gesteckt werden; hier geht es um 100 Millionen für sämtliche Berggebiete der Schweiz.

Ich bitte Sie, diese Grössenverhältnisse zu beachten und dem Antrag von 100 Millionen Franken für die benachteiligten Berggebiete zuzustimmen.

Seiler Hanspeter: Im Sinne eines Eventualantrages zur Minderheit Hafner beantrage ich Ihnen, für Investitionshilfe im Berggebiet einen Betrag von 75 Millionen zu sprechen. Ich verzichte aus Gründen der Effizienz unserer Ratsarbeit darauf, die Begründungen, wie sie Herr Hafner gegeben hat, zu wiederholen.

Es mag Sie erstaunen, wenn ausgerechnet ein Berggebietsvertreter diesen Kompromissvorschlag unterbreitet. Ich mache dafür drei Gründe geltend:

1. Wenn infolge von Finanzengpässen Budgetabstriche vorgenommen werden müssen, so ist grundsätzlich das Prinzip der Opfersymmetrie in die Beurteilung miteinzubeziehen. Ich muss sagen, dem Berggebiet und seinen Bewohnern nützt natürlich ein finanziell starker Staat mehr als ein Staat mit roten Zahlen.

2. Gründliche Abklärungen haben ergeben – ich will Ihnen das ehrlicherweise nicht vorenthalten –, dass man mit 75 Millionen Franken Einlage im nächsten Jahr schlecht und recht leben könnte. Zusammen mit dem rückfliessenden Geld – die Rechnungsstellung erfolgt ja jeweils erst auf Ende Jahr – würde die Einlage von 75 Millionen mit kleinen, aber zumutbaren Auszahlungsverzögerungen knapp ausreichen, die zugesicherten Investitionsgelder zur Verfügung zu stellen.

3. Ich möchte all jenen, die zwar für die Anliegen des Berggebietes Sympathie bekunden und deren Herz für die optimalen 100 Millionen Franken schlägt, die aber gleichzeitig aus finanzpolitischen Vernunftgründen eher zum Mehrheitsantrag von 56 Millionen Franken neigen, eine Brücke schlagen helfen. 56 Millionen Franken würden nämlich bewirken – Herr Hafner hat das schon deutlich gesagt –, dass 1991 ein Auszahlungsloch von mindestens fünf Monaten entstünde. Das heisst, so etwa ab August müssten alle, die noch Guthaben zugesichert bekommen haben, einfach warten. Die daraus entstehenden Zusatzbelastungen betreffen ausgerechnet jene Berggemeinden, die finanziell nun wirklich nicht auf Rosen gebettet sind und die noch einen grossen Nachholbedarf im Infrastrukturbereich aufweisen.

So nebenbei gesagt: Der Staat erwartet ja von den Bürgern und den Gemeinden, dass sie ihren Zahlungsverpflichtungen fristgerecht nachkommen. Dieses Prinzip sollte eigentlich auch im umgekehrten Verhältnis gelten.

Ich möchte alle bitten, die der Motion Steinegger in der letzten Session zugestimmt haben, jetzt auch für diese Phase der Uebergangszeit – bis diese Aufstockung Wirklichkeit gewor-

den ist – den Anträgen Hafner oder – wenn Sie das nicht können – mindestens den 75 Millionen zuzustimmen. Wenn Sie dem Minderheitsantrag aus finanzpolitischen Ueberlegungen nicht folgen können, so stimmen Sie aus den eben dargelegten Erwägungen mindestens dem Kompromissvorschlag zu, der sowohl Herz als auch Verstand zum Tragen kommen lässt.

Hildbrand: Im Namen der CVP-Fraktion unterstütze ich den Antrag Hafner, die Investitionshilfe für das Berggebiet mit 100 Millionen Franken festzusetzen. Im Dezember 1989 erschien eine Pressemeldung mit dem Titel «Investitionshilfe von über 1 Milliarde Franken erreicht». Ein Jahr später spricht man von einer vorübergehenden Suspendierung. Das gesamte Berggebiet mit 54 IHG-Regionen ist verunsichert. Beim Vollzug des Investitionshilfegesetzes werden Schwierigkeiten entstehen, dies gemäss Mitteilung der Zentralstelle für regionale Wirtschaftsförderung.

In den letzten beiden Sessions wurden die Motionen von Ständerat Gadiant und Nationalrat Steinegger mit erdrückender Mehrheit oder sogar einstimmig überwiesen. Der Bundesrat soll laut diesem Auftrag bereits für die laufende Wintersession den beiden Räten eine Botschaft für die Aufstockung der Fondsmittel unterbreiten. In den letzten Jahren haben die neu eingegangenen Investitionshilfegesuche für Berggebiete und die pro Geschäft beantragte Darlehenssumme stark zugenommen. Die durchschnittliche jährliche Zusicherung in den letzten fünf Jahren betrug 105 Millionen Franken. Es stehen heute bei der ZRW 400 Gesuche mit einem Gesamtbetrag von 225 Millionen Franken an, und es fehlen der ZRW beträchtliche finanzielle Mittel. Für die grössere Nachfrage werden die Streichung von AHV-Beiträgen bei den Altersheimen, die steigenden Bodenpreise sowie die Steigerung der Hypothekarzinsen verantwortlich gemacht.

Auswirkungen: Durch die derzeitige Knappheit der verfügbaren finanziellen Mittel wird der Zweckartikel des Investitionshilfegesetzes in Frage gestellt. Die Investitionsförderung in unseren Berggebieten wird abgeblockt. Viele kleine Gemeinden und private Träger von Investitionshilfedarlehen befinden sich heute in einer finanziellen Notlage, da die Zahlungen aus Bern trotz der Zusicherungen nicht erfolgen. Die Banken geben die Kredite nicht frei, weil die Krediteröffnung von der Zusicherung des Bundes abhängig gemacht wird. Das heisst, dass trotz der positiven Vormeinungen der Regionssekretariate und des Kantons Investitionsgelder nicht freigemacht werden können. Das langwierige Verfahren bei der ZRW wirkt sich kontraproduktiv auf die Wirtschaft aus, da die IHG-Gelder gerade bei diesem hohen Zinsniveau benötigt würden. Die Dauer des Verfahrens von über einem Jahr ist den Gesuchstellern und Kreditnehmern, aber auch den Kantonen und den Regionssekretariaten nicht mehr zumutbar.

Für das Budget 1991 hat das Departement 100 Millionen Franken angefordert. Im internen Verfahren wurde dieser Betrag auf 56 Millionen Franken reduziert. 1984 hat das Parlament dem Investitionsfonds 800 Millionen Franken bewilligt. Dieser Fonds ist noch nicht ausgeschöpft, und wir sollten diese bewilligten Kredite freigeben. Wir verhandeln über nichtverzinsliche, aber rückzahlbare Darlehen und nicht über Subventionen à fonds perdu.

Darf ich Sie im Namen der CVP-Fraktion bitten, diesem für das Berggebiet wichtigsten Antrag im Budget zuzustimmen.

M. Coutau, rapporteur: Les propositions qui nous sont faites en matière d'investissement dans les régions de montagne sont tout à fait significatives des effets fâcheux de la rigidité budgétaire de l'ensemble des finances de la Confédération. En effet, 80 pour cent des dépenses sont bloquées, c'est impératif, on ne peut rien y changer. Lorsque l'évolution des finances impose des modifications, ces dernières ne peuvent s'opérer que sur les 20 pour cent disponibles. Il est évident que parmi ces 20 pour cent ce sont essentiellement des dépenses d'investissement qui en sont les victimes. Dans le cas particulier, la Commission des finances et le Conseil fédéral ne remettent pas en cause l'objectif de ces investissements dans les régions de montagne, dans la mesure où elles répondent à des nécessités démontrées. Mais ces projets ne peuvent être

acceptés sans tenir compte des limites des disponibilités financières.

M. Hafner nous propose ni plus ni moins qu'une augmentation de dépenses de 44 millions à ce poste, soit presque l'équivalent de la somme qui est inscrite au budget – 56 millions – ce qui équivaldrait presque à doubler ce poste de dépenses. Je voudrais vous signaler que l'année dernière ce poste de dépenses se chiffrait à 47 millions. Au budget de l'année en cours, cette somme de 47 millions a été portée à 56 millions, une augmentation qui n'est pas négligeable puisqu'elle représente 10 millions sur un montant de près de 50 millions. Cette année, ce poste n'a pas été modifié, il est plafonné. On peut comprendre qu'il y ait une certaine frustration de la part des régions de montagne qui attendaient que les retards de paiement qui se sont déjà manifestés puissent être partiellement comblés grâce à une augmentation du crédit.

Nous avons effectivement souscrit dans ce sens à une motion de M. Steinegger qui demandait une augmentation sensible des sommes mises à disposition pour les régions de montagne.

La réponse que nous a donnée en commission le représentant du Conseil fédéral a été très simple. Il nous a dit qu'il était en train d'étudier cette motion, comme celle du Conseil des Etats. Il convient d'examiner l'ensemble des aides qui sont apportées aux régions de montagne et pas seulement tel ou tel de ses aspects. Ce n'est qu'à partir de cette politique d'ensemble qu'il sera possible de faire des propositions dans un message que nous entendons présenter au Parlement au début de l'année prochaine.

C'est la raison pour laquelle, sans savoir exactement dans quelle direction les modifications qui sont demandées par M. Steinegger pourront aboutir, une certaine stabilisation est intervenue dans le crédit qui a été proposé cette année. En conséquence, la majorité de la Commission des finances vous propose, par 8 voix contre 2, d'en rester au montant du Conseil fédéral.

Quant à la proposition intermédiaire de M. Seiler, qui porte le crédit à 75 millions, nous n'avons pas eu l'occasion d'en débattre en commission et, une fois de plus, selon nos règles de procédure adoptées tout à l'heure, les représentants de la commission ne prendront pas position sur ce point.

Jaeger, Berichterstatte: Auf den ersten Blick sind es sicher berechnete Anliegen, die hier vom Antragsteller der Minderheit, Herrn Hafner, und vom Kompromissantragsteller Seiler Hanspeter vorgebracht worden sind. Es ist anzuerkennen, dass in letzter Zeit gewisse Engpässe bei der Investitionshilfe für Berggebiete eingetreten sind. Der erhöhte Finanzbedarf lässt sich auf verschiedene Faktoren zurückführen. So etwa auf die bereits erwähnte vermehrte Nachfrage nach Investitionskrediten sowie beispielsweise auf die Zinshausse. Langfristig gesehen wird, mit Blick auf die engen verfügbaren Mittel, eine Beschränkung auf wirklich prioritäre Projekte sowie auf die Anwendung strenger Kriterien unumgänglich sein. Wir werden also auch hier um eine gewisse Disziplinierung nicht herumkommen.

Die Kommission hatte nicht die Gelegenheit, den Kompromissantrag Seiler zu behandeln. Wir sind aber auch bei diesem Antrag sehr skeptisch und beantragen Ihnen, ihn abzulehnen. Vor allem aber möchten wir Sie bitten, den Antrag Hafner abzulehnen, der eine Aufstockung von sage und schreibe 44 Millionen Franken verlangt. Herr Hafner, Sie haben gestern Rückweisung des Budgets beantragt – Sie wollen Ausgaben senken –; doch mit diesem erklecklichen Aufstockungsvorhaben stehen Sie Ihrer eigenen Politik diametral entgegen. Diese Widersprüchlichkeit sollten wir uns hier nicht leisten, sondern unbedingt dem Bundesrat folgen.

Zu den Überlegungen von Herrn Hafner wäre noch einiges richtigzustellen. Erstens ist zu sagen – das ist in der Kommission sehr deutlich zum Ausdruck gekommen –, dass Investitionshilfeprojekte auch ihre Zeit brauchen und dass sich hier nichts improvisieren lässt. Eine seriöse Vorbereitung der Projekte ist im Sinne einer sinnvollen und effizienten Förderung des Berggebietes. Dann eine zweite Überlegung: Herr Hafner hat mit Recht auf die beiden Motionen Gadiant und Stein-

egger in unserem Rat hingewiesen, die ja mit grossem Mehr überwiesen worden sind. Diese Motionen veranlassen jetzt den Bundesrat, die gesamte Hilfe an die Berggebiete, die ganzen Förderungsmassnahmen in den Berggebieten, im Gesamtzusammenhang an die Hand zu nehmen. Eine entsprechende Botschaft als Antwort auf diese Motionen ist in Ausarbeitung und wird nächstes Jahr unserem Parlament unterbreitet. Es wird sicher auch zu entsprechenden Budgetanträgen für die folgenden Jahre kommen. Der Förderungsfonds, der 1990 700 Millionen erreicht, wird dann sicher aufgestockt werden müssen. Aber es macht keinen Sinn, sozusagen auf dem Budgetweg ein Präjudiz zu schaffen.

Der Bundesrat hat in der Finanzkommission diese Argumentation sehr eindrücklich vorgebracht. Die Finanzkommission ist übrigens mit deutlichem Mehr, mit 8 zu 2 Stimmen, den Vorstellungen des Bundesrates gefolgt und bittet Sie ebenfalls, diesen Überlegungen zu folgen.

Und nun noch eine Abschlussbemerkung: Wir sind sozusagen in der Halbzeit unserer Budgetberatungen angelangt. Der zweite Teil, der vielleicht etwas problematischere Teil mit Bezug auf das Risiko von Aufstockungen – Landwirtschaft und Strassen –, folgt ja erst nächste Woche. Aber bis jetzt ist es diesem Parlament gelungen, mit einem relativ guten Resultat in die Halbzeitpause zu gehen; wir gehen sogar mit einem kleinen Vorsprung von 1 zu 0 in diese Pause, wegen den 8 Millionen Streichungen beim Landsturm. Ich bitte Sie jetzt, diesen Vorsprung nicht in der letzten Spielminute noch aufs Spiel zu setzen und diese 44 oder 16 Millionen Aufstockung zu beschliessen, damit Sie nicht mit einem «Tollgen» im Reinheft ins Wochenende gehen müssen.

Ich bitte Sie, bis zum Schluss die Budgetdisziplin zu wahren und mitzuhelfen, dass wir uns mit einem guten finanzpolitischen Gewissen über das Wochenende erholen können.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, beide Anträge abzulehnen. Ich darf immerhin feststellen, dass für diesen Fonds per Ende 1990 rund 700 Millionen ausgegeben worden sind, und 800 Millionen stehen insgesamt zur Verfügung bis 1994. Nun ist zu Recht auf die beiden Motionen hingewiesen worden, die mit grossem Mehr überwiesen worden sind. Darf ich Sie aber daran erinnern, dass beispielsweise im Ständerat die Motion, die den Bundesrat auf 6 Prozent Ausgabenwachstum in diesem Jahr verpflichtet hat, einstimmig akzeptiert worden ist, ohne jede Diskussion. Das sind genau so gut Aufträge wie Aufträge für irgend etwas Neues. Zudem sollten Sie jetzt nicht den Bundesrat präjudizieren, indem Sie zu viele Mittel zur Verfügung stellen; denn der Bundesrat hat noch nicht über das weitere Vorgehen zu den beiden Motionen entschieden, was und wo er wirklich beantragen will. Wir haben jedoch schon eine eingehende Diskussion darüber gehabt, dass man in der Zukunft Rahmenkredite entsprechend den Legislaturplanungszielen und -planungszahlen ausrichten sollte.

Wir stellen im Finanzdepartement fest, dass zwischenhinein immer wieder Rahmenkredite bewilligt werden, die dann den Legislaturfinanzplan überschreiten, und damit ist die nächste Planungsperiode bereits präjudiziert. Denn was das Parlament abgesehen hat, ist abgesehen; da können wir gegenüber der Verwaltung und den Kollegen nichts mehr erreichen. Deshalb überlegen wir uns, ob wir nicht eine Änderung des Haushaltgesetzes vorschlagen sollen, um in der Zukunft eine gewisse Disziplin zu erreichen. Aber ich weiss, das Parlament ist in dieser Hinsicht allmächtig. Es kann alles beschliessen.

Auch wenn zusätzliche Kredite bewilligt werden, gilt trotzdem, dass man auch für das Berggebiet Prioritäten setzen muss.

Wenn von einem Sprecher argumentiert worden ist, dass die Bodenpreise gestiegen sind, dann ist das eigentlich ein Argument, um diese Kredite zu kürzen; denn nur wenn die Nachfrage etwas zurückgeht, kann gebremst werden. Gerade dieses Argument spricht konjunkturpolitisch gegen die Erhöhung dieser Kredite.

Das Argument, dass die Hypothekarzinsen gestiegen sind, ist ebenfalls nicht stichhaltig, denn das ist auch in der übrigen Schweiz passiert. Diese Leute müssen das auch tragen. Aber ich bin mit Ihnen einverstanden, dass natürlich die Hypothekarzinssteigerung dazu beigetragen hat, dass mehr Gesuche

gestellt worden sind. Hier muss in der Zukunft das Subventionengesetz zum Tragen kommen, mit dem Artikel 33, der verlangt, dass eine klare Prioritätensetzung erfolgt und dass man Zusicherungen nur macht, soweit die Kredite zur Verfügung stehen. Es soll auch die Fälligkeit der Auszahlung fixiert werden. Damit haben wir ein Argument, um Amtsstellen ein bisschen am Wickel zu nehmen, die so leichtfertig Versprechungen machen. Das wird dann nicht mehr so leicht möglich sein. Da haben wir eine gewisse Chance, etwas vorzubeugen. Hier hat man nun einen Kredit, der bis 1994 laufen sollte. Wenn Sie so beschliessen, wie Sie es vorschlagen, ist er Ende 1991 wahrscheinlich bereits aufgebraucht. So kann man mit Geld und mit Rahmenkrediten nicht umgehen. Man kann sich nicht einfach darauf verlassen: Wenn das Geld ausgegeben ist, wenn es nicht reicht für die nächsten drei Jahre, dann schaffen wir einen neuen Rahmenkredit. So kann man keine Finanzpolitik betreiben.

Ich bitte Sie sehr, diese beiden Vorschläge abzulehnen. Ich habe Ihnen gesagt, wie gross das Wachstum wäre, wenn diese Vorschläge durchgingen. Wir kommen jetzt zu den Vorschlägen, die Geld kosten, wie etwa die Landwirtschaft und die Strassen. Ich glaube nicht, dass Sie vor Ihre Wähler treten und sagen können: Wir selber sind die Helden, wir haben es fertiggebracht, das Ausgabenwachstum auf neun Prozent zu erhöhen. Ich glaube auch nicht, dass Sie nachher für eine Mehrwertsteuer eintreten und sagen wollen: Ja, wir werden das Geld schon auf die Seite bringen. Das sind keine guten Voraussetzungen.

Deshalb bitte ich Sie – so sehr das Herz im einzelnen dafür sprechen würde, mehr zu geben –, trotz allem kühl und sachlich nein zu sagen.

Hafner Rudolf: Ich muss nur noch eine kurze Ergänzung anbringen. Ich habe mit Befriedigung festgestellt, dass das Grundanliegen positiv – sowohl von den Kommissionssprechern wie vom Bundesrat – aufgenommen worden ist. Der Kommissionssprecher deutscher Zunge hat aber ausgeführt, dass im Fonds 700 Millionen Franken enthalten seien. Da liegt ein Irrtum vor. Ich habe eine Tabelle des Biga, aus der klar ersichtlich ist, dass im Fonds Ende 1989 10 Millionen Franken enthalten waren. Das Missverständnis rührt von daher, dass es sich bei diesen rund 700 Millionen Franken um Auszahlungen handelt, die im Laufe der Jahre erfolgt sind. Vielleicht kommen früher oder später Rückzahlungen. Aber es ist ganz klar so, dass ein Zahlungsrückstand besteht, und wenn man den Kredit nicht erhöht, kann man die dringlichen Anliegen nicht erfüllen. Es besteht per 1991 ein ungedeckter Bedarf von 262 Millionen Franken. Ich glaube, das ist deutlich genug, und ich bitte Sie – wie es Herr Bundesrat Stich formuliert hat –, das Herz sprechen zu lassen.

Bundesrat **Stich:** Sie interpretieren mich, Herr Hafner, meistens völlig falsch. Ich habe nicht gesagt, Sie sollten das Herz sprechen lassen, sondern den Verstand. An den appelliere ich jetzt; überall dort, wo er vorhanden ist. Aber es geht natürlich nicht an, dass Sie sagen, es seien 10 Millionen im Fonds. Ein Fonds ist nicht ein Kässeli, sondern der Fonds umfasst alles, was in dieser Richtung ausgegeben worden ist und was einmal wieder zurückfliesst. Dass die Begehren grösser sind als die Möglichkeiten, das wissen wir. Aber wir wissen auch, dass wir nicht alle Begehren erfüllen können, Herr Hafner.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	59 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	47 Stimmen

Präsident: Damit entfällt der Eventualantrag Seiler Hanspeter.

Präsident: Ich möchte heute Abschied nehmen von unserem Kollegen Heinrich Ott, der nach elf Jahren Zugehörigkeit zum Nationalrat seinen Rücktritt erklärt hat. Herr Ott, Sie versuchten stets, nach dem Wort des grossen französischen Sozialisten Jaurès, vom Realen ausgehend das Ideale anzustreben. Herr Ott interessiert sich stark für die Probleme der Aussen- und Sicherheitspolitik. Als Präsident der Schweizer Delegation bei der Interparlamentarischen Union hat er eine wichtige Rolle gespielt und sich stets um eine Annäherung der Standpunkte bemüht. Er ist der Autor der parlamentarischen Initiative Parlamentsreform, die zur jüngsten Revision unseres Ratsreglementes geführt hat.

Herr Ott, Sie haben unsere Debatten über das Bodenrecht und über den Landschaftsschutz, um nur zwei Beispiele zu nennen, durch Ihre eindrücklichen Voten mitgeprägt. Wir danken Ihnen, Herr Ott, für Ihre parlamentarische Arbeit und wünschen Ihnen alles Gute für die Zukunft. *(Beifall)*

*Schluss der Sitzung um 12.50 Uhr
La séance est levée à 12 h 50*

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1991

Budget de la Confédération 1991

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	90.046
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	29.11.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2079-2103
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 280

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.